

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/GEN/874  
26 septembre 2008

(08-4565)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

## ATELIER SPS/FANDC/OCDE SUR LES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE SPS

Des recherches ont été financées par le FANDC pour examen à l'atelier sur les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, organisé conjointement par le Comité SPS, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à Genève le 6 octobre 2008.

Les recherches effectuées pour le FANDC s'appuient sur les réponses fournies par les Membres de l'OMC et les points de contact du Comité d'Aide au développement de l'OCDE à la suite d'une demande de renseignements sur les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS distribuée au Comité SPS dans les documents G/SPS/GEN/816 et G/SPS/GEN/816/Add.1 et dans laquelle il était demandé aux Membres d'identifier un ou plusieurs projets d'assistance technique dans le domaine SPS qui pourraient être considérés comme des exemples de bonnes pratiques dans une ou plusieurs des régions suivantes: Amérique centrale, Afrique orientale et sous-région du delta du Grand Mékong.<sup>1</sup> Au total, 24 projets ont été désignés par 19 organismes en réponse à cette demande.

Des recherches approfondies ont été menées par une équipe de trois consultants, MM. Jason Hafmeister, Spencer Henson et Cornelis van der Meer, sur les projets désignés comme exemples de bonnes pratiques en réponse à la demande formulée dans le document G/SPS/GEN/816.

Le rapport présenté ci-joint a été établi par M. Jason Hafmeister. Il contient une étude des projets présentés comme des exemples de bonnes pratiques dans la sous-région de l'Amérique centrale.

Il a été établi sous l'entière responsabilité du consultant et est sans préjudice des vues du Secrétariat de l'OMC, des positions des Membres ou des droits et obligations de ceux-ci dans le cadre de l'OMC.

---

<sup>1</sup> Les pays suivants ont été inclus dans la recherche: Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama pour l'Amérique centrale; Kenya, Ouganda et Tanzanie pour l'Afrique orientale; et Cambodge, République démocratique populaire lao et Viet Nam pour la sous-région du delta du Grand Mékong.

**Bonnes pratiques en matière de coopération  
technique dans le domaine SPS**

**Sous-région de l'Amérique centrale:  
Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras,  
Nicaragua et Panama**

Recherche effectuée pour le Fonds pour l'application des  
normes et le développement du commerce

Jason Hafemeister

Septembre 2008

**Ce rapport a été établi pour l'atelier FANDC/OCDE sur les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS organisé le 6 octobre 2008 à Genève. Les vues qui y sont exprimées sont uniquement celles de l'auteur et n'engagent en rien le FANDC, ses agences partenaires ou ses donateurs.**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Résumé .....	v
1. Introduction.....	1
2. Méthodologie .....	2
3. Bref aperçu des projets étudiés .....	3
Aperçu des réponses au questionnaire d'enquête (G/SPS/GEN/816) .....	6
4. Paramètres des bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS .....	11
Annexe 1: Questionnaire sur les bonnes pratiques .....	23
Annexe 2: Liste des personnes soumises à une entrevue.....	28
Annexe 3: Information relative à huit projets désignés .....	29
Annexe 3a: Information sur le projet — Formation aux mesures d'atténuation pour les exportations de poivrons et de tomates .....	30
Annexe 3b: Renforcement des activités SPS au Costa Rica et au Guatemala .....	33
Annexe 3c: Information sur le projet — Renforcement des laboratoires d'hygiène des aliments .....	35
Annexe 3d: Information sur le projet — Établissement et renforcement de comités nationaux du Codex .....	38
Annexe 3e: Lutte contre le scolyte du caféier.....	40
Annexe 3f: Information sur le projet — Établissement de zones exemptes de la mouche des fruits .....	42
Annexe 3g: Information sur le projet — Promotion des exportations de papayes .....	45
Annexe 3h: Information sur le projet — Essais de dépistage de résidus de pesticides.....	48

## **Abréviations et sigles**

<b>AIEA</b>	Agence internationale de l'énergie atomique
<b>ALEAC-RD</b>	Accord de libre-échange République dominicaine - Amérique centrale – États-Unis
<b>APHIS</b>	Service d'inspection de santé animale et végétale des États-Unis
<b>BID</b>	Banque interaméricaine de développement
<b>CIPV</b>	Convention internationale pour la protection des végétaux
<b>Codex</b>	Codex Alimentarius
<b>ESB</b>	Encéphalopathie spongiforme bovine
<b>FANDC</b>	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>IICA</b>	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OIE</b>	Organisation mondiale de la santé animale
<b>OIRSA</b>	Organismo Internacional Regional de Sanidad Agropecuaria (Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux)
<b>OMC</b>	Organisation mondiale du commerce
<b>SPS</b>	Mesures sanitaires et phytosanitaires
<b>USAID</b>	Agency for International Development des États-Unis
<b>USDA</b>	Ministère de l'agriculture des États-Unis

## RÉSUMÉ

1. Dans le cadre du suivi en cours de l'initiative Aide pour le commerce effectué par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres organismes, le présent travail de recherche, réalisé pour le compte du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC), vise à identifier les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) en Amérique centrale. Il met l'accent sur l'assistance fournie au Costa Rica, en El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama. Il prend appui sur les travaux réalisés récemment avec le soutien du FANDC et de la Banque interaméricaine de développement (BID), afin d'examiner la fourniture et la réception de l'assistance technique dans le domaine SPS en Amérique centrale et de faire ressortir les priorités et les besoins actuels.<sup>2</sup>

2. La présente étude est basée sur les réponses à un questionnaire d'enquête qui demandait aux participants des renseignements sur des projets considérés comme des exemples de bonne pratique (G/SPS/GEN/816 et G/SPS/GEN/816/Add.1). Ce questionnaire a été distribué aux Membres de l'OMC et aux points de contact du Comité d'aide au développement de l'OCDE en janvier et en avril 2008. Huit projets réalisés en Amérique centrale ont été proposés (voir le tableau ci-dessous), soit six par des donateurs et deux par un pays bénéficiaire (Costa Rica).

### Projets désignés comme exemples de bonne pratique en réponse au document G/SPS/GEN/816

1. Formation sur les mesures d'atténuation devant permettre à la zone ALEAC-RD d'exporter des poivrons et des tomates aux États-Unis; projet désigné par les États-Unis <i>Projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates</i>
2. Formation SPS au Costa Rica et au Guatemala; projet désigné par le Canada <i>Projet de formation SPS</i>
3. Renforcement des laboratoires en Amérique centrale; projet désigné par la FAO <i>Projet de renforcement des laboratoires</i>
4. Comités nationaux du Codex en Amérique centrale - établissement et renforcement; projet désigné par la FAO <i>Projet de création de comités nationaux du Codex</i>
5. Lutte contre le scolyte des baies du caféier au Panama et au Costa Rica; projet PCT/FAO désigné par le Costa Rica <i>Projet de lutte contre le scolyte du caféier</i>
6. Création de zones exemptes de mouches des fruits en Amérique centrale (divers donateurs, dont la FAO, l'USDA et l'AIEA); projet désigné par le Costa Rica <i>Projet de création de zones exemptes de mouches des fruits</i>
7. Promotion des exportations de papayes au Guatemala; projet désigné par le Taipei chinois <i>Projet de promotion des exportations de papayes</i>
8. Essais de détection des résidus de pesticides au Panama; projet désigné par le Taipei chinois <i>Projet de détection des résidus de pesticides</i>

Source: Réponses au document G/SPS/GEN/816.

3. Le consultant a ensuite réalisé des entretiens en personne et téléphoniques auprès des donateurs et des bénéficiaires des projets, et a passé en revue la documentation disponible afin de dégager les éléments de bonne pratique en matière de conception, de mise en œuvre de résultats et de

<sup>2</sup> Regional SPS Balance Sheet de l'Amérique centrale, [www.standardsfacility.org/Central\\_America.htm](http://www.standardsfacility.org/Central_America.htm).

réalisation des objectifs plus élevés de ces projets. Le travail sur le terrain a été exécuté en juillet et en août 2008.

4. Les projets désignés comme exemples de bonne pratique mettent en relief divers éléments SPS, y compris le renforcement institutionnel et l'assistance technique visant à améliorer l'accès aux marchés et à accroître certaines exportations (poivrons, tomates, papayes et café). Plusieurs des projets désignés avaient une portée régionale, englobant tous les pays d'Amérique centrale et le Panama.

5. Les travaux de recherche sur l'Amérique centrale ont fait ressortir un certain nombre d'éléments de bonne pratique en matière d'élaboration de projets: i) alignement des objectifs des projets sur les stratégies de développement nationales et régionales et les politiques nationales; ii) collaboration étroite avec les donateurs et les bénéficiaires (y compris avec les groupes du secteur privé, selon le cas) au stade de l'élaboration; iii) adoption d'une approche régionale pour tirer parti des économies d'échelle et amplifier les avantages au profit de l'ensemble des pays; iv) liens et synergies avec les activités pertinentes achevées ou en cours; v) évaluation approfondie pour définir les besoins et établir les priorités; vi) développement des liens avec les organisations internationales et régionales afin de bénéficier d'une expertise technique et de faciliter la mise en œuvre; vii) adoption de l'approche chaîne de valeur pour maximiser l'incidence sur le commerce.

6. Plusieurs enseignements ont été tirés de la recherche sur les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre des projets. Il a été jugé utile d'assurer une formation sur place pour transférer les connaissances et les compétences pratiques, ainsi que de former les formateurs pour tirer le meilleur parti possible des activités de formation. La nécessité de la flexibilité pour surmonter les obstacles imprévus et appliquer les enseignements tirés durant la mise en œuvre a été soulignée. En outre, les travaux de recherche ont mis en relief l'importance d'être en mesure d'exécuter des projets permettant une réaction rapide lorsque des possibilités et des problèmes commerciaux se présentent, ainsi que les avantages d'une approche multisectorielle et multidisciplinaire face aux complexités et à l'ampleur des besoins SPS. La collaboration avec les regroupements de producteurs a été présentée comme un moyen pratique d'encourager la participation du secteur privé et d'accroître la viabilité des initiatives.

7. S'agissant des résultats des projets et de la réalisation d'objectifs plus élevés, une des principales conclusions a attiré l'attention sur les avantages d'une approche axée sur les résultats et de l'établissement d'objectifs clairs, relativement restreints et orientés sur l'accès aux marchés. Une telle approche ciblée, axée sur les exportations, a permis d'obtenir des résultats plus tangibles.

8. Tous les projets désignés comme exemples de bonne pratique pour l'Amérique centrale visaient à promouvoir les exportations, directement ou indirectement, et à faciliter l'accès aux marchés étrangers en renforçant la capacité du pays de respecter les prescriptions SPS. À court terme, les résultats sont contrastés. Deux projets ont eu directement un impact positif sur les exportations: le projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates et le projet de promotion des exportations de papayes. Les éléments de ces projets qui ont contribué à l'augmentation des exportations englobent, au premier chef, des activités axées sur la conformité avec les prescriptions relatives aux importations de certains marchés étrangers, la formation des producteurs/conditionneurs pour renforcer leur capacité de respecter les prescriptions relatives aux importations, la coordination étroite avec les autorités compétentes des marchés d'exportation, et la détermination des investissements privés qui permettront d'accroître la viabilité. Le projet de création de zones exemptes de mouches des fruits doit être approfondi pour donner les résultats escomptés aux plans technique et de la rentabilité. Le projet de formation SPS, qui mettait l'accent sur l'ESB, a permis au Costa Rica de progresser en vue d'être désigné comme une zone à risque minime, ce qui favorisera les exportations. Le projet de lutte contre le scolyte du caféier au Costa Rica a réduit le risque de pertes causées par les parasites, bien qu'il soit difficile d'en mesurer les avantages avec précision.

9. Le projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates a été élaboré conjointement par les gouvernements d'Amérique centrale en réponse à l'intérêt manifesté par le secteur privé. Les organismes donateurs des États-Unis (USDA et USAID) ont collaboré à sa mise en œuvre. L'assistance fournie consistait principalement à faire connaître aux producteurs et aux transformateurs les techniques à employer et les prescriptions à satisfaire afin de lutter contre les parasites et de rehausser la qualité des produits en conformité aux normes d'importation américaines. De plus, des fonctionnaires ont participé à une formation technique sur le suivi et la certification des pratiques de production et de la qualité des produits, ce qui comprenait une formation sur le terrain et des visites des installations d'importation aux États-Unis. L'Amérique centrale jouit d'un avantage comparatif dans la production de légumes frais; par conséquent, dès qu'ils ont eu accès au marché, les participants du secteur privé ont pu augmenter leur production et adopter les bonnes pratiques nécessaires pour le pénétrer et maintenir leur position. Des résultats similaires ont été obtenus dans le cadre d'un autre projet, qui a fait appel à une approche comparable afin que l'Amérique centrale exporte davantage de produits laitiers et de boeuf aux États-Unis.

10. Le projet de promotion des exportations de papayes partage certaines des caractéristiques mentionnées ci-dessus. Élaboré par le donateur (Taïpei chinois), il reposait sur des études démontrant que l'industrie guatémaltèque de la papaye était compétitive sur les marchés étrangers et que des producteurs de la région de Petèn avaient réussi à faire leur entrée sur le marché des États-Unis. Le donateur a pu transférer l'expertise technique qu'il avait acquise dans la production de papayes. Réalisé en étroite collaboration avec l'association des producteurs locaux et l'administration municipale, le projet consistait principalement à assurer une formation pratique aux producteurs locaux. Une usine de conditionnement pouvant répondre aux normes de quarantaine du marché cible (les États-Unis) a été construite. Afin de faciliter la certification, des activités ont été réalisées avec les autorités compétentes aux États-Unis et au Guatemala. D'autres activités mettaient l'accent sur l'acquisition de compétences en marketing afin d'accroître les exportations vers les États-Unis et les autres pays de la région.

11. La réussite des projets de promotion des exportations de tomates, de poivrons et de papayes repose en partie sur les capacités institutionnelles générales, y compris la capacité du secteur public d'assurer les services nécessaires afin de favoriser les exportations (quarantaine, essais, diagnostics et certification). Dans le passé, les activités de renforcement des capacités ont eu un impact favorable sur la prestation de ces services. Certains des projets considérés comme des exemples de bonne pratique mettaient l'accent sur le renforcement de ces capacités institutionnelles. Cependant, il a été beaucoup plus difficile de mesurer l'impact de ces projets. Il n'en demeure pas moins que les pays bénéficiaires et les fonctionnaires qui y ont participé ont commenté ces projets en des termes très favorables; l'augmentation du nombre de laboratoires accrédités dans la région a été mentionnée à titre d'indicateur de la réussite du projet de renforcement des laboratoires.

12. Les éléments de bonne pratique suivants sont ressortis des projets axés sur le renforcement institutionnel: i) permettre aux bénéficiaires de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration du projet afin d'accroître sa légitimité; ii) miser sur la formation des formateurs afin de diffuser sur une plus grande échelle les connaissances et les compétences; iii) évaluer les risques dans le cadre de l'élaboration du programme; iv) créer des réseaux professionnels afin que l'expertise et l'information soient partagées au niveau régional. Bien que les activités régionales, y compris la formation, aient pu tirer parti d'économies d'échelle et de gamme, les différences relatives au niveau de développement et/ou aux besoins entre les participants ont occasionné des problèmes.

13. En général, les bénéficiaires ont souligné que le renforcement des capacités institutionnelles dans le domaine SPS passait par une assistance extérieure additionnelle et une intensification des efforts à l'échelle nationale. Le renouvellement des effectifs, et les ressources et les infrastructures déficientes ont été désignés comme les principaux obstacles rencontrés. Cependant, il est difficile de quantifier l'assistance additionnelle nécessaire pour renforcer ces capacités ainsi que de mesurer l'impact de cette assistance.





## 1. INTRODUCTION

1. Cette étude est menée dans le cadre d'une recherche sur les bonnes pratiques en matière de fourniture et de réception de coopération technique dans le domaine SPS organisée par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). L'objectif de cette recherche est d'étudier l'impact et l'efficacité de l'assistance technique dans le domaine SPS et d'identifier les bonnes pratiques qui pourraient être reproduites ailleurs.

2. Cette recherche sur les bonnes pratiques s'appuie sur des travaux de recherche et des consultations régionales antérieurs menés en Amérique centrale dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce en vue de synthétiser les résultats des évaluations existantes en matière de capacités SPS actuelles, de dresser un inventaire de l'assistance technique et d'identifier les manques et priorités qui ne sont pas encore traités. Le présent document vise plus précisément à extraire de huit projets exécutés au Costa Rica, à El Salvador, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua et au Panama des éléments de bonne pratique au niveau de la conception, de la mise en œuvre et des résultats des projets, et la réalisation d'objectifs plus élevés, et à les analyser. Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas d'une évaluation de ces projets.

3. Les projets étudiés dans le présent rapport en tant qu'exemples de bonne pratique en matière d'assistance technique dans le domaine SPS témoignent de l'importance de la capacité de se conformer aux mesures SPS sur les marchés d'exportation clés, ainsi que de son impact déterminant sur le commerce en Amérique centrale. La recherche et l'analyse font également ressortir les liens étroits existants entre les efforts déployés pour tirer parti de produits alimentaires et d'exportations agricoles de plus grande valeur, dans le cadre de stratégies de lutte contre la pauvreté et de diversification des exportations, et les activités de renforcement des capacités SPS.

4. Les pays d'Amérique centrale jouissent de nombreux avantages concurrentiels dans la production alimentaire et agricole, mais dans bien des cas, les prescriptions SPS relatives aux importations restreignent ou leur interdisent l'accès aux marchés étrangers. Les pays d'Amérique centrale sont des concurrents de calibre mondial pour les fruits, les légumes, le poisson et les fruits de mer, le sucre, le café, etc., en raison de leurs coûts de production et de la qualité supérieure de leurs produits. L'industrie alimentaire a accru sa compétitivité et est avantagée par des coûts de production concurrentiels et l'accès aux marchés de grands pays développés. Les producteurs de viande et les producteurs laitiers sont déjà concurrentiels à l'exportation de certains produits vers certains pays, et sont également avantagés au niveau des coûts par rapport à certains gros concurrents. Toutefois, les débouchés actuels à l'exportation sont limités par certains obstacles à l'accès à des marchés étrangers clés. On peut citer les craintes suscitées par les parasites (surtout la présence de mouches des fruits sur les produits horticoles), les maladies (un problème qui se pose tout particulièrement pour les exportations de produits animaux), et les risques d'atteinte à l'innocuité des produits alimentaires associés à la contamination microbiologique et à l'intégrité des produits. Les exportateurs d'Amérique centrale ont également eu du mal à respecter les prescriptions types (publiques et privées) en matière de procédés et les règlements sur l'étiquetage des pays importateurs.

5. Il convient de renforcer les capacités institutionnelles pour que le pays exportateur soit plus en mesure de lutter contre les parasites et les maladies et d'exercer une surveillance à cet égard, de certifier la conformité avec les normes publiques et privées, et d'améliorer les procédés agricoles et manufacturiers afin de maintenir la qualité des aliments. La certification par l'État qu'une région ou un pays est exempt de parasites ou de maladies est essentielle pour apaiser les préoccupations suscitées, par exemple, par l'infestation de mouches des fruits ou par des maladies comme l'ESB (bétail), la forme exotique de la maladie de Newcastle (volaille), la peste porcine classique, et la tristeza et la maladie du dragon jaune (agrumes). Les prescriptions relatives à l'innocuité des produits alimentaires du pays exportateur reposent sur la reconnaissance des procédés nationaux en la matière et/ou des essais de conformité avec les prescriptions du pays importateur. L'obtention de la

certification, la mise en place d'un système solide de normes nationales d'innocuité des produits alimentaires, ainsi que leur reconnaissance par les pays importateurs requièrent un système institutionnel fonctionnel qui a acquis une crédibilité internationale. La solidité du système institutionnel est tributaire d'un certain nombre de facteurs, dont les infrastructures, un effectif qualifié et des autorités nationales compétentes, des réseaux de laboratoires, et une capacité de surveillance, d'inspection et de mise en quarantaine. Bien qu'ils aient des besoins à combler à cet égard, tous les pays d'Amérique centrale ont réussi à augmenter leurs exportations et à développer de nouveaux marchés en respectant les prescriptions SPS.

6. Dans plusieurs cas, l'accès d'un produit à un marché est limité par le manque d'infrastructures, de connaissances ou de formation. Les efforts déployés pour exporter des produits horticoles et répondre aux préoccupations de pays importateurs comme les États-Unis, le Japon, la Corée et la Chine relativement à la mouche des fruits constituent un excellent exemple à cet égard. Pour apaiser les inquiétudes des pays importateurs, entre autres en élaborant des mécanismes attestant que des régions et des usines de conditionnement sont exemptes de parasites, il faut prendre des mesures supplémentaires pour certains produits, notamment ceux qui n'ont pas encore été exportés. En outre, le renforcement des régimes existants applicables aux produits admissibles à l'exportation, par exemple la thérapie thermique pour les mangues, est prioritaire pour les pays exportateurs. De même, les pays de la région désirent exporter de la volaille, mais à cette fin, doivent éradiquer certaines maladies (comme la maladie de Newcastle) et faire reconnaître le statut de lieu ou de site exempt d'organismes nuisibles et le statut sanitaire (conditions sanitaires acceptables). Le statut zoosanitaire et phytosanitaire varie selon le pays, certains ayant progressé plus que d'autres dans ce domaine. Le renforcement des capacités afin de combler les lacunes institutionnelles et les besoins techniques spécifiques aidera les pays d'Amérique centrale à satisfaire aux normes de santé, d'innocuité et de qualité des pays importateurs.

7. Le rapport comprend quatre sections outre la présente introduction. La section 2 décrit la méthodologie de l'étude. La section 3 donne un aperçu des projets désignés comme exemples de bonne pratique. La section 4 analyse divers éléments de bonne pratique relativement à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets, à leur impact et à la réalisation d'objectifs plus élevés. La section 5 résume les conclusions et les recommandations.

## **2. MÉTHODOLOGIE**

8. En janvier 2008, le FANDC a demandé aux Membres de l'OMC, ainsi qu'aux points de contact du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, de désigner et de décrire des projets d'assistance technique dans le domaine SPS qui sont considérés comme des exemples de bonne pratique (G/SPS/GEN/816).<sup>3</sup> Le questionnaire d'enquête, élaboré par le FANDC et l'OCDE, visait à recueillir des renseignements sur la pertinence, l'efficacité, l'impact et la viabilité des projets désignés sur la base des critères employés par le CAD pour évaluer l'aide au développement.

9. En réponse au questionnaire d'enquête, six pays et organismes internationaux ont désigné huit projets réalisés en Amérique centrale qu'ils considéraient comme des exemples de bonne pratique en matière de coopération technique dans le domaine SPS. Des entretiens téléphoniques et en personne, et des visites sur le terrain ont ensuite été effectués auprès de donateurs et de bénéficiaires au Guatemala, au Costa Rica et au Panama afin de connaître leurs points de vue sur divers éléments de bonne pratique propres aux projets proposés.<sup>4</sup> Les entretiens, qui ont été réalisés au moyen d'un guide standard semi structuré normalisé, ont permis d'approfondir les réponses aux questionnaires et de consulter les bénéficiaires et les partenaires sur les pratiques ayant conduit à une mise en œuvre efficace et à des résultats durables.

---

<sup>3</sup> Voir l'annexe 1.

<sup>4</sup> Voir l'annexe 2 pour la liste des personnes interviewées.

10. La présente étude s'appuie sur les renseignements obtenus par les entretiens et les réponses au questionnaire d'enquête ainsi que sur d'autres documents pertinents obtenus dans le cadre des travaux de recherche et des visites sur le terrain. Les éléments de bonne pratique des projets désignés ont été analysés à partir de la documentation disponible des projets (y compris des rapports d'évaluation lorsqu'ils étaient disponibles), des questionnaires remplis et des entretiens. La présente étude ne se veut pas un examen complet des opérations et des résultats des projets étudiés, ce qui dépasserait le champ de la recherche effectuée. Certains des projets étant toujours en cours, les conclusions correspondantes sont provisoires. La présente étude n'est pas non plus une évaluation des projets examinés.

11. La réalisation de la présente étude sur l'Amérique centrale s'est heurtée à plusieurs difficultés, qui ont compliqué la collecte des renseignements. Certains des projets remontaient à plusieurs années, de sorte qu'il était difficile de retracer les partenaires et les bénéficiaires. Dans certains cas, les fonctionnaires nationaux qui avaient participé à l'élaboration et à la gestion du projet avaient changé d'emploi et n'avaient pas pu participer aux entretiens. Le fait que les projets se sont déroulés dans six pays d'Amérique centrale a ajouté aux difficultés compte tenu du temps disponible pour l'étude. Dans ce contexte, il importe également de souligner que, si plusieurs des projets étudiés avaient une envergure régionale, la présente étude met l'accent sur leurs activités dans un sous-ensemble de pays visés.

### 3. BREF APERÇU DES PROJETS ÉTUDIÉS

12. Huit projets ont été désignés comme exemples de bonne pratique en réponse au questionnaire (G/SPS/GEN/816), comme le montre le tableau 1.

**Tableau 1. Projets désignés comme exemples de bonne pratique en matière de coopération technique dans le domaine SPS en Amérique centrale<sup>5</sup>**

<p><b>1. Formation sur les mesures d'atténuation devant permettre à la zone ALEAC-RD d'exporter des poivrons et des tomates aux États-Unis</b>  <i>Donateur/org. internat.:</i> États-Unis  <i>Pays:</i> Tous  <i>Question SPS:</i> Lutte contre les parasites  <i>Assistance:</i> Formation</p>	<p><i>Brève description:</i> Former et informer les fonctionnaires et les producteurs de la région sur les prescriptions à satisfaire en vue d'exporter des tomates et des poivrons frais aux États-Unis.</p>
<p><b>2. Formation SPS au Costa Rica, au Guatemala et dans les Caraïbes</b>  <i>Donateur/org. internat.:</i> Canada  <i>Pays:</i> Costa Rica et Guatemala  <i>Question SPS:</i> Santé animale et capacités SPS générales  <i>Assistance:</i> Formation</p>	<p><i>Brève description:</i> Apporter au Costa Rica une aide en matière de diagnostic de l'ESB et de santé animale. Assurer au Guatemala une formation SPS générale.</p>
<p><b>3. Renforcement des laboratoires responsables de l'innocuité des produits alimentaires en Amérique centrale</b>  <i>Donateur/org. internat.:</i> FAO  <i>Pays:</i> Tous  <i>Question SPS:</i> Innocuité des produits alimentaires  <i>Assistance:</i> Formation</p>	<p><i>Brève description:</i> Établir des plans nationaux et former les responsables des laboratoires afin d'obtenir une accréditation pour des normes d'analyse spécifiques.</p>
<p><b>4. Comités nationaux du Codex en Amérique centrale — établissement et renforcement</b>  <i>Donateur:</i> FAO  <i>Pays:</i> Tous  <i>Question SPS:</i> Renforcement institutionnel  <i>Assistance:</i> Formation</p>	<p><i>Brève description:</i> Créer des comités nationaux du Codex et les renforcer, diffuser des renseignements sur les normes du Codex, et former les fonctionnaires et les experts du secteur privé aux principes du Codex.</p>

<sup>5</sup> L'annexe 3 renferme des précisions sur chaque projet.

<b>5. Lutte contre le scolyte du caféier au Panama et au Costa Rica</b>	
<i>Donateur:</i> FAO	<i>Brève description:</i> Former les fonctionnaires et les producteurs afin de les aider à détecter et à gérer les infestations par ce parasite.
<i>Pays:</i> Costa Rica et Panama	
<i>Question SPS:</i> Lutte contre les parasites	
<i>Assistance:</i> Formation et diffusion d'informations	
<b>6. Création de zones exemptes de mouches des fruits</b>	
<i>Donateurs:</i> AIEA, OIRSA, FAO, IICA, USDA/APHIS	<i>Brève description:</i> Projet pilote pour créer des zones exemptes de mouches des fruits et élaborer des programmes de surveillance et de lutte pour ces zones.
<i>Pays:</i> Surtout le Costa Rica	
<i>Question SPS:</i> Lutte contre les parasites	
<i>Assistance:</i> Formation, infrastructures et gestion	
<b>7. Promotion des exportations de papayes</b>	
<i>Donateur:</i> Taïpei chinois	<i>Brève description:</i> Assistance aux producteurs, construction d'une usine de conditionnement, aide à l'obtention des autorisations pour importer, et coordination du marketing.
<i>Pays:</i> Guatemala	
<i>Question SPS:</i> Productivité, lutte contre les parasites, santé végétale, et promotion des exportations	
<i>Assistance:</i> Formation, infrastructures matérielles, marketing	
<b>8. Essais biologiques rapides pour détecter les résidus de pesticides dans les fruits et légumes</b>	
<i>Donateur:</i> Taïpei chinois	<i>Brève description:</i> Formation technique et soutien financier pour élaborer un programme pilote national d'essais pour détecter les résidus.
<i>Pays:</i> Panama	
<i>Question SPS:</i> innocuité des produits alimentaires	
<i>Assistance:</i> Formation et infrastructures	

Source: Réponses au document G/SPS/GEN/816.

13. La plupart des projets désignés avaient des objectifs commerciaux bien précis, qui consistaient entre autres à aider les pays bénéficiaires à respecter les normes SPS des pays importateurs. Trois projets avaient comme principal objectif la lutte contre les parasites et comme objectifs spécifiques, le respect des normes d'importation de poivrons et de tomates, la création de zones exemptes de mouches des fruits, et l'obtention de la certification pour l'exportation des papayes. Les autres projets étaient axés sur les essais diagnostiques de santé animale utilisés pour dépister l'ESB, les essais de détection des résidus de pesticides dans les fruits et les légumes, le renforcement des normes de laboratoire et la certification des laboratoires, et la création de comités nationaux du Codex et leur renforcement. Si tous les projets comprenaient des éléments de renforcement institutionnel, y compris la formation à diverses disciplines techniques, un seul projet (qui est en cours) visait à renforcer les capacités SPS générales du pays bénéficiaire. Le projet de promotion des exportations de papayes avait également pour objectifs des investissements dans les infrastructures matérielles, la formation aux bonnes pratiques agricoles et l'assistance en matière de marketing.

14. Plusieurs des projets avaient une envergure régionale et certains englobaient des pays des Caraïbes. Certains projets régionaux, surtout ceux qui mettaient l'accent sur certaines exportations prioritaires, ciblaient un nombre restreint de pays. De même, les projets régionaux portaient sur un éventail restreint de questions dans les domaines de la santé végétale et animale, de l'innocuité des produits alimentaires, de la promotion des exportations et du renforcement institutionnel.

15. L'assistance consistait généralement en une formation et un renforcement de l'expertise technique des intervenants des secteurs public et privé. Plusieurs projets comprenaient des ateliers et des cours de formation axés sur le renforcement des capacités institutionnelles. On peut mentionner le projet de renforcement des laboratoires, le projet de création de comités nationaux du Codex, le projet de renforcement des capacités de lutte contre les parasites et les maladies et de surveillance de ces derniers, et le projet d'essais de détection des résidus de pesticides dans les fruits et les légumes. Enfin, un projet s'est traduit par des investissements dans les infrastructures matérielles.

16. Les projets étudiés sont décrits brièvement ci-dessous.

17. Le projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates visait à aider les pays d'Amérique centrale à respecter les prescriptions phytosanitaires des États-Unis concernant ces produits, notamment l'obligation de prendre des mesures d'atténuation relatives à la mouche des fruits. Les États-Unis ont collaboré avec les pays d'Amérique centrale à l'élaboration du projet et à l'établissement du plan de travail de l'assistance technique. Réalisé en 2006 au coût de 36 000 dollars EU, ce projet a permis de former des représentants des services phytosanitaires et des producteurs d'Amérique centrale afin qu'ils puissent adopter les politiques nécessaires au respect des prescriptions relatives aux importations. Des spécialistes américains sont venus dans la région pour expliquer le système de réglementation de leur pays et faire une démonstration des techniques agricoles et d'inspection pouvant assurer la conformité des exportations avec les normes des États-Unis. Grâce à cette assistance, des producteurs de chaque pays signataire de l'Accord de libre-échange République dominicaine - Amérique centrale – États-Unis<sup>6</sup> (ALEAC) ont pu accéder au marché des États-Unis, et chacun des pays a considérablement augmenté ses exportations. De plus, la formation à la lutte contre les parasites et leur surveillance a renforcé la capacité des secteurs public et privé de mettre en place des contrôles similaires pour d'autres produits et marchés.

18. La formation SPS financée par le Canada a été assurée au Costa Rica entre 2002 et 2004. Le projet, qui disposait d'un budget de 2,2 millions de dollars CAN (soit environ 2,1 millions de dollars EU), était axé sur la création d'un système de surveillance de l'ESB et de lutte contre cette maladie. En assurant une formation spécialisée à des fonctionnaires, ce qui comprend la formation pratique fournie au Costa Rica par des spécialistes canadiens de la réglementation, le projet a contribué à renforcer le système de surveillance et de lutte du pays et a étayé les efforts qu'il a déployés pour passer du statut de pays à risque indéterminé à celui de pays à risque minime auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE). Un programme de renforcement des capacités SPS générales avait été établi pour le Guatemala, mais sa réalisation a été reportée, en partie en raison du changement de gouvernement.

19. Le projet de renforcement des laboratoires de la FAO, qui disposait d'un budget de 250 000 dollars EU, a été réalisé en 2005 et 2006. Il s'inscrivait dans le droit fil des travaux du réseau régional de laboratoires, qui a défini les besoins en matière de renforcement des capacités des laboratoires responsables de l'innocuité des produits alimentaires dans la région. Dans le cadre du projet, une série d'ateliers de formation axés sur les bonnes pratiques de laboratoire ont été donnés en Amérique centrale. À tour de rôle, les pays de la région ont accueilli un atelier et ont assuré la coordination logistique à cette fin. Les fonctionnaires qui ont participé aux ateliers ont ensuite donné des séances de formation dans leur pays pour diffuser les connaissances et compétences acquises. En partie grâce au projet, le nombre de laboratoires accrédités a augmenté dans la région.

20. Le projet de création de comités nationaux du Codex, dont le budget avoisinait les 400 000 dollars EU, s'est déroulé de 2000 à 2003. Il s'agissait de doter les pays d'un comité national du Codex afin que les secteurs public et privé puissent mieux connaître les normes et les procédures du Codex et participer pleinement au processus d'élaboration de ces normes. La FAO a sélectionné des experts pour les séances de formation et a chargé des coordonnateurs nationaux de collaborer avec les représentants de l'État. Les pays se sont partagés la responsabilité de l'organisation des ateliers, et les fonctionnaires participants ont ensuite donné des séances de formation dans leur pays. Le projet a notamment permis d'accroître le nombre de comités nationaux du Codex en opération et la participation des pays d'Amérique centrale aux activités du Codex.

21. Financé par la FAO, le projet de lutte contre le scolyte du caféier au Costa Rica avait été jugé nécessaire par les producteurs de café du pays, qui étaient conscients des risques associés à ce

---

<sup>6</sup> Au départ, il était question d'un accord de libre-échange entre les États-Unis et le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua (ALEAC). En 2004, la République dominicaine a été invitée à la table des négociations, et l'accord a été rebaptisé ALEAC-RD.

parasite. En collaboration avec l'administration costaricienne, les producteurs ont élaboré une campagne d'information afin de faciliter l'identification des foyers d'épidémies dans le pays et ont établi des plans de surveillance et de lutte à l'intention des pouvoirs publics et des producteurs. Le projet, doté d'un budget de 400 000 dollars EU et bénéficiant du soutien technique de la FAO, s'est déroulé de 2001 à 2003. Bien que des scolytes aient été interceptés au Costa Rica, ces parasites n'ont pas pu s'y implanter, en partie grâce à ce projet, et des pertes importantes ont été évitées aux producteurs.

22. Le projet de 2,5 millions de dollars EU visant à créer des zones exemptes de mouches des fruits en Amérique centrale a été financé par les contributions en nature de divers organismes nationaux et internationaux, et s'est déroulé de 2001 à 2006. Des activités pilotes ont été réalisées au Costa Rica. Les partenaires internationaux et régionaux englobaient l'AIEA, l'Organisme international régional contre les maladies des plantes et des animaux (OIRSA), le service d'inspection zoosanitaire et phytosanitaire (APHIS) du Département de l'agriculture des États-Unis, l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et la FAO. Le projet a mis en place un programme de surveillance et d'éradication afin de détecter la présence de mouches des fruits dans la zone désignée et de lutter contre ces insectes. Bien que la zone ne soit pas encore officiellement reconnue comme étant exempte de mouches des fruits par les pays importateurs, le nombre de mouches interceptées a considérablement diminué. De plus, le projet a permis d'identifier d'autres zones d'Amérique centrale qui pourraient devenir exemptes de mouches des fruits grâce aux mesures susmentionnées.

23. Le projet soutenu par le Taipei chinois visant à promouvoir les exportations de papayes du Guatemala, qui est en cours depuis 2007, met l'accent sur la collaboration avec les producteurs locaux pour accroître la productivité, réduire les dommages causés par les parasites et développer les débouchés à l'exportation. Il consiste à assurer un soutien marketing et à aménager une usine de conditionnement des papayes. Cette usine est en voie d'obtenir la certification pour l'exportation, qui attestera que les papayes sont exemptes de mouches des fruits et qui, par conséquent, donnera accès au marché des États-Unis. Le projet, qui dispose d'un budget de 850 000 dollars EU, contribue à augmenter les exportations de la région.

24. Le projet de détection des résidus de pesticides, financé par le Taipei chinois à la hauteur de 440 000 dollars EU, a été réalisé de 2005 à 2007. Il visait à aider le Panama à réduire les concentrations de résidus de pesticides dans les fruits et légumes afin d'améliorer l'innocuité des produits alimentaires et les possibilités d'exportation. Des fonctionnaires panaméens et leurs homologues du Taipei chinois ont mis au point une méthodologie d'essais pour détecter les résidus et ont soumis les fruits et légumes frais à davantage d'essais, notamment des essais en plein champ. Les producteurs ont été sensibilisés aux bonnes pratiques agricoles afin de réduire leur dépendance envers les pesticides, de recourir davantage aux agents de protection biologique et de privilégier les applications plus ciblées. Selon les fonctionnaires panaméens, le projet a contribué à réduire les concentrations de résidus de pesticides.

#### **Aperçu des réponses au questionnaire d'enquête (G/SPS/GEN/816)**

25. Les réponses au questionnaire d'enquête, qui donnent le point de vue des pays donateurs, des agences internationales et d'un pays bénéficiaire (Costa Rica), sont présentées ci-dessous.

#### ***Origine des projets***

26. Les questionnaires remplis indiquent que la plupart des projets (sept sur huit) désignés comme exemples de bonne pratique ont été réalisés sur l'initiative des bénéficiaires des pays concernés. Un seul projet (le projet de promotion des exportations de papayes) a été proposé par le donateur. Cependant, les entretiens révèlent que l'intérêt du donateur a également donné une forte impulsion à plusieurs des projets étudiés.

27. Les pays bénéficiaires sont à l'origine de trois projets (deux émanent du Costa Rica et un du Panama). Deux projets ont été proposés par des bénéficiaires dans le cadre de processus régionaux (le projet de renforcement des laboratoires a pris forme au sein du réseau régional de laboratoires régionaux et le projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates, au sein du comité de renforcement des capacités commerciales de l'ALEAC-RD), pour ensuite être élaborés en collaboration avec les donateurs. Le projet de renforcement des laboratoires a été jugé prioritaire par les pays d'Amérique latine lors de discussions qui se sont déroulées sous les auspices d'une association régionale de laboratoires, et a été présenté à la FAO. Les bénéficiaires et le donateur ont ensuite élaboré le projet en collaboration. Le projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates était considéré comme une priorité par les pays de la zone ALEAC dans le cadre du renforcement bilatéral des capacités techniques, et a été soumis aux États-Unis. Le donateur et les bénéficiaires ont collaboré pour préciser les éléments du projet. D'après les réponses au questionnaire, cinq projets sont le fruit de la collaboration entre les donateurs et les bénéficiaires, deux projets ont été élaborés par les bénéficiaires - le Costa Rica (création de zones régionales exemptes de mouches des fruits) et le Panama (essais de détection des résidus de pesticides) - et un projet, par le donateur (promotion des exportations guatémaltèques de papayes). Chacun des projets étudiés a été élaboré à partir d'une forme d'évaluation des besoins, bien que plusieurs d'entre eux aient été éclairés par des évaluations informelles et la reconnaissance générale des problèmes et des priorités. Pour quatre des projets étudiés, une évaluation technique détaillée a été effectuée à l'étape de l'élaboration.

28. Trois des projets étudiés reposaient sur des travaux antérieurs, exécutés par le bailleur de fonds ou d'autres partenaires de développement. Trois étaient des projets pilotes.

- Exportations de poivrons et de tomates (États-Unis): Prolongement des efforts de renforcement des capacités dans le cadre de l'ALEAC-RD.
- Formation SPS (Canada): Réponse à des besoins définis antérieurement.
- Lutte contre le scolyte du caféier au Costa Rica (FAO): Projet distinct.
- Création de zones exemptes de mouches des fruits au Costa Rica (AIEA-OIRSA-IICA-FAO-USDA/APHIS): Projet pilote.
- Renforcement des laboratoires chargés de la salubrité alimentaire en Amérique centrale (FAO): Prolongement du renforcement des capacités des laboratoires à l'échelle régionale.
- Comités nationaux du Codex - création et renforcement (FAO): Projet distinct.
- Promotion des exportations de papayes (Taipei chinois): Projet pilote.
- Essais de détection des résidus de pesticides dans les fruits et les légumes (Taipei chinois): Projet pilote.

### ***Préparation***

29. Le tableau 2A indique dans quelle mesure le temps de préparation et les renseignements recueillis pour les projets ont été jugés suffisants par les répondants.

**Tableau 2A. Temps de préparation et renseignements recueillis**

<b>Taux de suffisance</b>	<b>Projets</b>
80-100 pour cent	Zones exemptes de mouches des fruits, renforcement des laboratoires
60-80 pour cent	Formation SPS, lutte contre le scolyte du caféier
40-60 pour cent	Exportations de papayes, exportations de poivrons et de tomates
20-40 pour cent	Résidus de pesticides
Pas de réponse	Comités nationaux du Codex

Source: Réponses au document G/SPS/GEN/816.

30. Les représentants des institutions publiques nationales ou leurs homologues (principalement des fonctionnaires des ministères de l'agriculture et de la santé) ont généralement été consultés par les donateurs à l'étape de l'élaboration. Certains projets (exportations de poivrons et de tomates, exportations de papayes et création de zones exemptes de mouches des fruits) ont également comporté des consultations et des activités de coordination avec les intervenants du secteur privé chargés de la mise en œuvre et/ou d'autres organismes internationaux pertinents tels que le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux de la FAO (CIPV) et l'OIRSA.

### *Mise en œuvre*

31. La responsabilité de la mise en œuvre des projets étudiés a été assumée par diverses parties, comme le montre le tableau 2B. Certains des projets ont été mis en œuvre par le secteur public en collaboration avec les organisations privées concernées. Par exemple, les responsables du projet de promotion des exportations de papayes ont coopéré avec l'association de producteurs La Libertad aux fins de l'adoption de bonnes pratiques agricoles et de la lutte contre les parasites. Le projet de lutte contre le scolyte du caféier a été réalisé avec le concours de l'association des producteurs de café du Costa Rica. Le projet pilote visant à créer des zones exemptes de mouches des fruits au Costa Rica reposait sur une coopération étroite avec les producteurs et conditionneurs locaux de produits horticoles. Le projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates a fait appel à la coopération des associations nationales de producteurs pour l'organisation de rencontres, et de certains producteurs privés pour l'adoption de pratiques de lutte contre les parasites et de surveillance de ces derniers.

**Tableau 2B. Mise en œuvre des projets**

<b>Projet</b>	<b>Responsable(s) de la mise en œuvre</b>
Exportations de poivrons et de tomates (États-Unis)	USDA/APHIS et USDA/FAS
Formation SPS (Canada)	Sous-traitant indépendant – TDV Global Inc.
Lutte contre le scolyte du caféier (Costa Rica)	Secteurs public et privé
Création de zones exemptes de mouches des fruits (Costa Rica)	Secteurs public et privé
Renforcement des laboratoires (FAO)	FAO
Comités nationaux du Codex (FAO)	FAO
Exportations de papayes (Taïpei chinois)	Taïpei chinois
Détection des résidus de pesticides (Taïpei chinois)	Panama

Source: Réponses au document G/SPS/GEN/816.

32. D'après les questionnaires remplis, les bénéficiaires ont participé à divers degrés à la mise en œuvre des projets (tableau 2C). Dans certains cas, ils ont pris part au déroulement des activités. Dans d'autres cas, ils ont versé des contributions en nature (par exemple, utilisation de bureaux et



d'installations, transports et salaires des fonctionnaires). Dans plusieurs projets étudiés, les pays bénéficiaires étaient chargés d'organiser les séances de formation et d'assurer la formation complémentaire aux personnes qui n'avaient pu se rendre à l'étranger pour suivre la formation. Les bénéficiaires ont également fourni des contributions importantes sur les besoins et, dans certains cas, des données pour l'évaluation des risques; par exemple, dans le cadre du projet de création de zones exemptes de mouches des fruits, le gouvernement costaricien a suivi pendant plusieurs années l'incidence des parasites.

**Tableau 2C. Participation des bénéficiaires à la mise en œuvre des projets**

Taux	Projets
80-100 pour cent	Formation SPS, zones exemptes de mouches des fruits, renforcement des laboratoires
60-80 pour cent	Lutte contre le scolyte du caféier
40-60 pour cent	Exportations de poivrons et de tomates
20-40 pour cent	Détection des résidus de pesticides
0-20 pour cent	Exportations de papayes
Pas de réponse	Comités nationaux du Codex

Source: Réponses au document G/SPS/GEN/816.

33. Aucun des répondants n'a fait état d'obstacles majeurs à la mise en œuvre des projets. Cependant, les problèmes mentionnés fréquemment englobaient l'insuffisance du budget de formation (pour accommoder un grand nombre de participants et donner des cours additionnels), les problèmes de coordination et la difficulté de fournir des documents de formation à des pays qui ne sont pas au même niveau dans des domaines techniques.

34. Le suivi a été assuré par diverses entités. Étant donné que la plupart des projets avaient un volet formation, le suivi revêtait une plus grande importance pour les États-Unis dans le cadre du projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates (protection contre les infestations de parasites), dans le cas du projet de création de zones exemptes de mouches des fruits (afin que les zones conservent leur statut) et de façon générale, pour les donateurs pour la conformité avec les obligations fiduciaires.

**Tableau 2D. Suivi**

Projet	Responsable(s) du suivi
Exportations de poivrons et de tomates (États-Unis)	USDA/APHIS
Formation SPS (Canada)	Sous-traitant indépendant – TDV Global Inc.
Lutte contre le scolyte du caféier (Costa Rica)	Organismes internationaux concernés
Création de zones exemptes de mouches des fruits (Costa Rica)	Organismes internationaux concernés
Renforcement des laboratoires (FAO)	FAO
Comités nationaux du Codex (FAO)	Bénéficiaires
Exportations de papayes (Taïpei chinois)	Taïpei chinois
Détection des résidus de pesticides (Taïpei chinois)	Panama

Source: Réponses au document G/SPS/GEN/816.

35. Les petites modifications au calendrier de mise en œuvre des projets et à l'échéance de certaines affectations budgétaires sont les seuls changements indiqués par les répondants. Une importante modification a été apportée à l'échéancier d'un projet (le projet du Canada au Guatemala), suite au changement de gouvernement dans le pays bénéficiaire.

### *Évaluation*

36. Les questionnaires remplis indiquent que cinq des projets ont fait l'objet d'une évaluation formelle. Toutefois, il ressort des entretiens avec les bénéficiaires que l'on dispose de peu de renseignements sur ces évaluations. Les trois projets en cours seront évalués une fois achevés.

### *Durabilité*

37. La durabilité de tous les projets a été prise en compte, et en général, le taux de continuité des bienfaits était élevé. Le projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates a été jugé viable en raison de la participation de producteurs privés qui tirent des recettes des exportations. Le projet de renforcement des laboratoires et le projet de création de comités nationaux du Codex ont également été considérés durables, car la formation a été assurée et les informations ont été diffusées, même si les problèmes de roulement de personnel au sein de la fonction publique viennent compliquer la situation. Lorsqu'il sera achevé, le projet de promotion des exportations de papayes lèguera des activités d'exportation durables, même si l'assistance technique permanente aux producteurs sera tributaire de la participation de l'État.

**Tableau 2E. Pérennité des bienfaits sans financement**

<b>Taux</b>	<b>Projets</b>
<b>De continuité des bienfaits sans financement</b>	
80-100 pour cent	Exportations de poivrons et de tomates, renforcement des laboratoires, comités nationaux du Codex, exportations de papayes
60-80 pour cent	Formation SPS, lutte contre le scolyte du caféier
40-60 pour cent	Zones exemptes de mouches des fruits, résidus de pesticides
<b>Capacité des bénéficiaires de préserver les bienfaits</b>	
80-100 pour cent	Exportations de poivrons et de tomates, lutte contre le scolyte du caféier, renforcement des laboratoires, comités nationaux du Codex
60-80 pour cent	Formation SPS
40-60 pour cent	Zones exemptes de mouches des fruits, exportations de papayes
20-40 pour cent	Résidus de pesticides

Source: Réponses au document G/SPS/GEN/816.

### *Résultats et bonnes pratiques*

38. Plus de la moitié des répondants ont indiqué que leur projet avait atteint de 80 à 100 pour cent de ses objectifs. Dans le cas de deux projets (formation SPS et exportations de papayes), le taux de réalisation est plus faible du fait qu'ils sont toujours en cours. Parmi les résultats les plus frappants qui ont été signalés, on peut mentionner les systèmes d'exportation autonomes tels que le programme relatif aux exportations de poivrons et de tomates, le programme de promotion des exportations de papayes et le projet de création de zones exemptes de mouches des fruits au Costa Rica. Que ce soit en générant des exportations et des recettes ou en aménageant des infrastructures matérielles et systématiques, ces projets ont nettement contribué à accroître les échanges internationaux.

39. Plusieurs pays ont indiqué que le projet de renforcement des laboratoires les a aidés à faire accréditer leurs laboratoires, entre autres les services relatifs à la certification des exportations. Le projet Codex de la FAO a contribué à créer des comités nationaux du Codex dans les pays qui en étaient dépourvus. Les activités réalisées dans le cadre du projet du Taipei chinois visant à détecter les résidus de pesticides dans les fruits et légumes ont été poursuivies par les autorités nationales, une indication de la valeur qu'a eue cette assistance pour le Panama. Le programme de santé animale au Costa Rica soutenu par le Canada a contribué au développement et à la mise en œuvre d'un système de surveillance de l'ESB, et le programme de lutte contre le scolyte du caféier au Costa Rica a aidé à réduire les pertes attribuables aux infestations de parasite.

40. Les répondants ont dégagé des éléments de bonne pratique en matière d'élaboration et de mise en œuvre des projets ainsi que de réalisation d'objectifs plus élevés, qui pourraient être intégrés à des activités futures. Il s'agit des éléments suivants:

- a) mettre l'accent sur les besoins spécifiques (divers projets);
- b) collaborer étroitement avec les organismes de réglementation pour que l'assistance technique soit adaptée aux prescriptions relatives aux importations et aux besoins commerciaux (exportations de poivrons et de tomates – États-Unis);
- c) collaborer avec les pouvoirs publics des pays bénéficiaires et les parties prenantes pour déterminer les activités à réaliser et élaborer les projets (exportations de poivrons et de tomates – États-Unis);
- d) mettre à profit l'expertise de divers secteurs du pays donateur afin de créer des liens et d'assurer une formation de qualité supérieure (États-Unis et Canada);
- e) recourir à des approches itératives afin que les activités des projets tirent parti des expériences pertinentes dans le cadre du renforcement des capacités (Canada);
- f) faire appel à des sous-traitants pour accélérer les programmes (Canada);
- g) suivre une approche régionale afin que les pays puissent apprendre de leurs voisins et mettre en place des réseaux professionnels susceptibles d'apporter un soutien à l'étape du suivi des projets (FAO - Laboratoire);
- h) mettre à profit l'expertise régionale afin de bâtir la confiance et d'assurer la viabilité du projet (FAO - Laboratoire);
- i) promouvoir des pratiques durables et la réduction de l'utilisation de produits chimiques (résidus de pesticides – Taipei chinois);
- j) assurer une formation sur les méthodes d'analyse types et les essais manuels afin de simplifier la tâche des agriculteurs (résidus de pesticides – Taipei chinois);
- k) assurer aux techniciens locaux une formation sur la collecte de données et établir des stations locales de collecte (résidus de pesticides – Taipei chinois).

#### **4. PARAMÈTRES DES BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE DANS LE DOMAINE SPS**

41. Les sponsors ont désigné des projets qui, à leur avis, avaient été couronnés de succès. Il n'a pas toujours été facile de dégager des bonnes pratiques pour expliquer les réussites, voire des indicateurs de réussite. Cependant, les participants des pays bénéficiaires, lorsqu'ils ont pu être contactés, ont corroboré ces évaluations. Nombre d'éléments de bonne pratique identifiés se rapportaient à des conditions et à des objectifs techniques des projets. Ces éléments ont été classés en trois catégories - a) élaboration; b) mise en œuvre; c) résultats; d) incidences.

##### ***Élaboration***

42. Stratégies de développement nationales/régionales. Les pays d'Amérique centrale cherchent principalement à assurer leur développement économique par la promotion des exportations, ainsi qu'à améliorer l'innocuité de leurs produits alimentaires. Tous les projets désignés poursuivaient l'un ou l'autre de ces objectifs. On peut mentionner notamment le projet relatif aux exportations de poivrons

et de tomates, qui témoignait de la volonté des pays d'Amérique centrale de tirer parti de l'ALEAC-RD. De même, le projet de formation SPS reflétait une réalité politique, c'est-à-dire les relations économiques plus étroites que le Canada a établies avec le Costa Rica et le Guatemala dans le cadre d'accords de libre-échange déjà conclus ou en voie de l'être, et le renforcement des capacités SPS témoigne d'une volonté politique globale de faciliter les échanges internationaux. Les deux projets soutenus par la FAO, le projet de renforcement des laboratoires et le projet de création de comités nationaux du Codex traduisent des efforts visant à renforcer les institutions aptes à promouvoir les exportations, ainsi qu'à accroître la capacité d'améliorer les normes sanitaires nationales.

43. Un complément à l'environnement politique. Les entretiens avec les bénéficiaires et les partenaires des projets étudiés soulignent l'importance d'établir, à l'étape de l'élaboration du projet, des objectifs appropriés et spécifiques qui exploitent les nouvelles possibilités d'accès aux marchés. Plusieurs projets visaient à respecter les prescriptions relatives aux importations des partenaires commerciaux pour tirer parti de ces nouvelles possibilités. Cela s'est traduit par des projets bien arrêtés bénéficiant d'appuis politiques, des bienfaits économiques et sociaux manifestes et des évaluations quantifiables des résultats. Par exemple, le projet américain visant à aider les producteurs de la région à respecter les prescriptions réglementaires de l'USDA applicables aux exportations de poivrons et de tomates mettait l'accent sur un débouché bien précis et a été élaboré en conséquence. De même, le projet financé par le Canada était axé sur le renforcement de la capacité de surveiller l'ESB et de conserver le statut de pays indemne d'ESB en conformité avec les prescriptions relatives aux importations. Le projet de promotion des exportations de papayes a été élaboré dans l'optique de la certification des exportations afin que les producteurs de la région puissent accéder au marché des États-Unis. Le projet de création de zones exemptes de mouches des fruits au Costa Rica tenait compte des prescriptions de nombreux marchés d'exportation, dont les États-Unis.

44. Collaboration au stade de l'identification. La coopération étroite entre les donateurs et les bénéficiaires à l'étape de l'élaboration a été jugée essentielle à la réussite des projets étudiés. Les donateurs et les bénéficiaires ont collaboré étroitement à l'étape de l'identification et de l'élaboration de plusieurs des projets désignés. Ce faisant, la décision d'aller de l'avant avec le projet a été prise avec efficacité, car les deux parties ont pu évaluer la viabilité du projet et l'efficacité de ses composantes. La collaboration au stade de l'identification a également accru son internalisation par le pays bénéficiaire et sa participation à la mise en œuvre. C'est suite à leur participation à un réseau régional de laboratoires que les pays bénéficiaires ont soumis au donateur le projet de renforcement des laboratoires (FAO). Les projets de formation soutenus par le Canada et les États-Unis ont été élaborés en collaboration avec les gouvernements bénéficiaires; le projet américain émanait d'un comité formel créé par les membres de l'ALEAC-RD afin de fournir une assistance technique à la région. Le Costa Rica a pris l'initiative d'élaborer des programmes de lutte contre le scolyte du caféier et la mouche des fruits, et en a coordonné la mise en œuvre. Le Panama a demandé l'assistance du Taipei chinois pour réaliser des essais de détection des résidus de pesticides après avoir constaté qu'un tel projet répondait à un besoin.

45. Approche régionale. Plusieurs projets ont été élaborés à l'échelle régionale. Cette approche a permis de réaliser des économies d'échelle étant donné que de nombreux pays de la région ont des priorités et des besoins similaires en matière SPS. De plus, elle a facilité la collaboration entre les participants à l'étape de l'élaboration du projet et a favorisé le réseautage et les échanges d'information entre les participants de la région. Le projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates a été identifié et élaboré dans le cadre du processus de mise en œuvre de l'ALEAC-RD, avec le concours de toutes les parties à l'accord. Le projet de renforcement des laboratoires (FAO) et le projet de création de comités nationaux du Codex ont été élaborés avec la participation de diverses parties prenantes de la région. Bien qu'il ait été réalisé au Costa Rica, le projet de création de zones exemptes de mouches des fruits a été conçu dans une perspective régionale.

46. Prendre appui sur les activités achevées ou en cours. La présente étude a démontré les avantages des liens et des synergies avec des activités pertinentes, déjà achevées ou en cours. Dans

plusieurs cas, le fait que l'assistance reposait sur des activités antérieures dans le pays bénéficiaire a simplifié l'élaboration du projet et en a accru l'efficacité. Le projet de création de zones exemptes de mouches des fruits au Costa Rica a fait fond sur les efforts de lutte contre cet insecte, qui ont été déployés dans la région. Le projet de promotion des exportations de papayes a tiré parti des progrès réalisés dans la lutte contre les parasites et a pris appui sur les protocoles établis, applicables aux exportations de papayes vers les États-Unis. Quant au projet de détection des résidus de pesticides, il complétait des travaux antérieurs parrainés par la Banque mondiale.

47. Évaluation des besoins. L'étude a révélé que la plupart des projets désignés comme exemples de bonne pratique avaient comporté une évaluation des besoins sous une forme ou une autre. L'évaluation formelle des besoins a été particulièrement importante dans les projets ayant des objectifs hautement techniques, par exemple le projet de renforcement des laboratoires (FAO), le projet canadien sur l'ESB et le projet de détection des résidus de pesticides (Taipei chinois). De même, l'évaluation technique des conditions locales a été importante pour établir la faisabilité des projets visant à lutter contre les parasites et à les éradiquer, par exemple le projet de création de zones exemptes de mouches des fruits au Costa Rica. Dans les projets visant à ouvrir un marché donné à certains produits, l'évaluation des prescriptions que le pays exportateur devait satisfaire et des mesures nécessaires à la mise en conformité a été fondamentale. Une telle évaluation a été effectuée pour le projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates (États-Unis), le projet de promotion des exportations de papayes (Taipei chinois) et le projet de création de zones exemptes de mouches des fruits au Costa Rica. Dans chaque cas, le pays importateur (États-Unis) a procédé à une évaluation formelle des risques et à une évaluation des conditions locales, qui recoupaient l'évaluation des besoins.

48. Relations institutionnelles. Plusieurs bénéficiaires et partenaires interrogés ont indiqué qu'il était important d'établir des liens avec les organisations internationales ou régionales concernées et/ou les autorités compétentes des pays importateurs à l'étape de l'élaboration du projet pour bénéficier de leur expertise technique. Par exemple, l'élaboration d'activités axées sur des questions techniques complexes, entre autres les questions relatives à l'accès aux marchés, a été facilitée par la collaboration avec des organismes comme la FAO, l'AIEA, l'IICA, l'USDA/APHIS et l'OIRSA. Les relations institutionnelles existant depuis longtemps entre certaines de ces entités et les pays bénéficiaires ont contribué à la définition des besoins et aux approches participatives à l'étape de l'élaboration du projet. On peut mentionner, à titre d'exemples, les représentants de l'USDA/APHIS dans les pays bénéficiaires, les spécialistes régionaux recrutés par la FAO, l'IICA et l'OIRSA, ainsi que les représentants de l'AIEA en Amérique centrale.

49. Approche chaîne de valeur. Les projets exhaustifs, qui ont fourni une assistance aux producteurs, aux autorités du pays, aux exportateurs et aux autres parties prenantes ont eu un impact bénéfique sur le commerce. Dans certains cas, une intervention ciblée peut lever un obstacle à l'ouverture d'un marché. Cependant, dans bien des cas, l'assistance fournie à plusieurs niveaux peut contribuer à maximiser les avancées sur les nouveaux marchés. Les efforts d'assistance proprement dits doivent parfois être complétés par une assistance en matière de pratiques agricoles, de marketing et de promotion, et de certification. Les responsables du projet relatif aux exportations de poivrons et de tomates ont identifié les prescriptions relatives aux importations et les conditions de production locales, et ont ensuite déterminé quelle formation devait être assurée pour respecter ces prescriptions, qui s'appliquent à divers aspects allant de la production aux essais réalisés au point

**Encadré 1.** Valeur des exportations vers les États-Unis, année civile 2007

Costa Rica: tomates	196 000 \$
El Salvador: poivrons	2 085 000 \$
Guatemala: tomates	283 000 \$
Guatemala: poivrons	505 000 \$
Honduras: poivrons	2 436 000 \$
Nicaragua: poivrons	3 427 000 \$

Source: U.S. trade statistics

Note: À l'exception du Costa Rica, aucun des pays susmentionnés n'a exporté des tomates et des poivrons en 2005. Pour le Costa Rica, les données de 2007 reflètent une augmentation de 456%.

d'entrée, en passant par les essais et la certification. Le projet sur la promotion des exportations de papayes consistait en une assistance technique aux producteurs (pour augmenter le rendement et lutter contre les parasites), la construction d'une usine de conditionnement et un soutien opérationnel, une aide aux producteurs pour la certification des importations, et une assistance en matière de marketing. Ces deux projets se sont traduits par une augmentation des exportations, de même que par de fortes avancées sur certains marchés auparavant inaccessibles aux exportateurs du pays; des hausses considérables des exportations sont également prévues à court terme.

50. La présente étude a fait ressortir les éléments de bonne pratique suivants en vue de l'élaboration de projets de coopération technique dans le domaine SPS:

- Une assistance technique SPS qui vise principalement à accroître les exportations de certains produits vers des marchés donnés favorise l'établissement d'objectifs clairs et mesurables et donne des résultats tangibles sur le plan des recettes, de la lutte contre la pauvreté, des gains de change, etc.
- Les projets proposés par les bénéficiaires, qui font appel à la collaboration des donateurs et d'autres parties prenantes (y compris les organisations régionales/internationales et les autorités compétentes des pays importateurs), favorisent l'internalisation des activités par les pays bénéficiaires et sont mieux élaborés.
- Un projet qui repose sur des activités achevées ou en cours permet de tirer parti de l'expérience, de renforcer les acquis, de combler les besoins non satisfaits et d'accroître l'efficacité et l'efficacé.
- L'évaluation des besoins devrait être adaptée au contexte national; lorsque le projet vise à donner accès à un marché, il convient d'accorder une attention particulière aux prescriptions relatives aux importations.
- Une approche régionale en matière d'assistance technique SPS permet de tenir compte de l'expérience et des enseignements associés à différents contextes, et facilite l'établissement de réseaux professionnels pour le partage des connaissances et l'entraide.
- Le recours à des consultants pour la planification stratégique et la gestion opérationnelle peut faciliter l'élaboration et la mise en œuvre du projet. Il est préférable de les faire intervenir au début du processus au lieu d'attendre que des problèmes surviennent.

### ***Exécution des projets***

51. Formateurs experts. La présence de formateurs de haut niveau a été précieuse dans bon nombre des projets. Il s'agissait notamment de responsables de la réglementation originaires de pays importateurs (États-Unis et Canada), ainsi que d'experts venant de la région (projets de la FAO). Les responsables de la réglementation ont été appréciés surtout parce qu'ils apportaient une information extrêmement pertinente qui répondait directement à des besoins pratiques. En outre, la formation dispensée par les spécialistes de la réglementation a permis d'élargir les réseaux personnels de relations et a donné aux fonctionnaires des pays bénéficiaires l'occasion de disposer pour l'avenir d'un accès commode à un personnel clé pour régler tel ou tel problème de nature commerciale. La formation dispensée par les experts régionaux a été reconnue comme un bon moyen d'accroître les capacités techniques de la région et d'encourager les réseaux régionaux d'experts.

52. Approche régionale. Plusieurs des projets étudiés étaient conçus pour être exécutés partout dans la région. Le projet des États-Unis pour le poivron et la tomate a permis un renforcement des capacités pour les signataires de l'ALEAC-RD, les projets de la FAO impliquaient une formation dans toute l'Amérique centrale et dans les Caraïbes, et le projet du Costa Rica pour les zones exemptes de la mouche des fruits était conçu comme une activité pilote qui pouvait être répétée dans d'autres régions de l'Amérique centrale. Les enseignements tirés de l'expérience du Costa Rica ont contribué à élargir la somme des connaissances dans la région et ont permis de progresser dans la reconnaissance d'autres zones possibles exemptes de la mouche des fruits. D'autres zones semblables ont été circonscrites dans chacun des pays de l'Amérique centrale, mais, à ce jour, seule a été reconnue la région bordant la frontière nord du Guatemala, où se déroule le projet États-Unis-Mexique d'éradication de la mouche méditerranéenne. Dans chacun de ces cas, une approche régionale a permis d'optimiser dans toute la région les activités des projets ainsi que leurs retombées. Cette approche a contribué aussi au renforcement des réseaux régionaux et a permis d'autres perspectives, connaissances et compétences pour un renforcement de la mise en œuvre.

53. Transfert de connaissances pratiques et de compétences. Nombre des projets comportaient une formation au niveau national pour les fonctionnaires et/ou les représentants du secteur privé, dans le pays bénéficiaire. Dans plusieurs cas, donateurs et bénéficiaires ont mis en relief l'avantage de conduire la formation sur place, ce qui permettait une meilleure participation des pays bénéficiaires. Plusieurs projets ont mis à contribution des experts techniques sur les lieux d'opération, et des techniques ont pu ainsi être démontrées dans le contexte du pays bénéficiaire. Les techniciens qui sont intervenus dans les opérations ont pu dès lors obtenir une formation de première main et des liens professionnels ont pu être noués entre techniciens et experts. Ainsi, le projet des États-Unis concernant le poivron et la tomate, de même que les projets du Canada relatifs au suivi de l'ESB, ont permis à des responsables des États-Unis et du Canada en matière de réglementation de rencontrer, et de former, dans les pays bénéficiaires, des représentants des administrations et des secteurs privés. S'agissant du projet du Costa Rica pour les zones exemptes de la mouche des fruits, divers techniciens ont visité la zone de production au Costa Rica afin d'évaluer et renforcer le processus de suivi et de contrôle. Pour le projet du Taipei chinois relatif à la papaye, un agronome de la zone de production a aidé les planteurs à adopter et à mettre en œuvre utilement des techniques de production et de lutte antiparasitaire.

54. Souplesse d'exécution. L'évolution des circonstances, les difficultés imprévues et les nouvelles données, y compris l'apprentissage tiré du processus de mise en œuvre, font qu'il est rare que des projets puissent être exécutés exactement comme on le prévoyait. Des entrevues menées avec les bénéficiaires des projets ont précisément fait ressortir l'importance de la souplesse dans l'exécution. Plusieurs des projets étudiés ont accusé des retards mineurs, pour diverses raisons. Certains ont fait apparaître d'autres aspects qui appelaient une attention durant la mise en œuvre, par exemple le projet de Codex de la FAO, qui englobait une formation sur un sujet additionnel. La formation aux questions SPS, menée à la faveur du projet canadien, a été conçue pour mettre à profit les progrès accomplis à chaque étape de la formation, ce qui a nécessité une évaluation et un ajustement durant le processus.

55. Activités multisectorielles et multidisciplinaires. La recherche a montré que nombre de questions SPS comportent des aspects techniques et réglementaires complexes, qui requièrent, dans les pays donateurs ou bénéficiaires, une participation multisectorielle, ainsi que des équipes multidisciplinaires de formateurs et de participants. Pour le projet du Canada relatif au renforcement des capacités SPS, des organismes gouvernementaux de réglementation, des universitaires et des membres du secteur privé ont travaillé ensemble à l'élaboration d'outils de formation. S'agissant du projet du Costa Rica relatif aux zones exemptes de la mouche des fruits, divers experts représentant un large éventail de disciplines ont joint leurs efforts dans les activités d'éradication, de suivi et de contrôle.

56. Recours stratégique aux consultants. Les donateurs ont fait état d'expériences fructueuses dans leur recours à des consultants du secteur privé pour soutenir l'exécution des projets, comme moyen d'optimiser des ressources publiques comptées. Le Canada a eu recours à un consultant du secteur privé pour gérer la mise en œuvre de ses programmes d'innocuité des produits alimentaires au Costa Rica et au Guatemala, ce qui allait de la quête et du recrutement de formateurs (y compris d'experts gouvernementaux) au décaissement de fonds. Les projets de la FAO relatifs aux laboratoires et au Codex ont mis à contribution des consultants chargés de coordonner les activités dans chaque pays, travaillant en parallèle avec les fonctionnaires chargés d'organiser des ateliers et de mener des séances nationales de formation.

57. Optimisation de la formation. Certains projets de formation impliquaient de compléter les séances officielles de formation par des séances nationales de formation, afin de diffuser les connaissances. Les projets de la FAO relatifs aux laboratoires et au Codex ont consisté à former plusieurs participants gouvernementaux au cours d'une série d'ateliers techniques. Les participants devaient alors, une fois retournés dans leur pays, conduire des séminaires nationaux pour les représentants de l'administration et du secteur privé, permettant ainsi la transmission d'informations au-delà des limites des ateliers régionaux.

58. Exécution diligente. Le Costa Rica a commencé de travailler à des programmes de suivi et d'élimination du scolyte du caféier bien avant que ne soit constatée la première épidémie au Costa Rica ou au Panama. Les producteurs et les fonctionnaires ont eu alors le temps d'accroître leur connaissance et leur compréhension du parasite et de ses répercussions sur le commerce, et le temps d'élaborer des systèmes de lutte antiparasitaire advenant une épidémie. Le programme des États-Unis pour le poivron et la tomate a été appliqué au cours d'une période relativement brève, ce qui a permis aux producteurs de la région de tirer parti de nouvelles conditions d'accès peu après la prise d'effet de l'ALEAC-RD. Le projet canadien de surveillance de l'ESB a permis au Costa Rica d'élaborer un système de surveillance de l'ESB à une époque où les flux commerciaux mondiaux étaient menacés par des conditions d'importation qui imposaient la production de documents attestant l'absence de la maladie. Ces expériences montrent l'importance de pouvoir exécuter, en matière de SPS, des projets d'assistance technique qui répondent rapidement aux opportunités et défis du commerce.

59. Gestion intégrée des parasites. Plusieurs des projets ont mis en lumière, s'agissant de la lutte contre les parasites et les maladies, des approches consistant à minimiser les applications de produits chimiques et à utiliser des agents de lutte biologique. Le projet du Costa Rica pour la lutte contre le scolyte du caféier a fait ressortir des mesures intéressantes de lutte contre les insectes et des mesures autres que les pesticides, ce qui permet d'épargner aux producteurs des frais inutiles et de faire en sorte que le produit exporté réponde aux normes organiques et autres normes de qualité – sans compter qu'est ainsi évité le problème des résidus chimiques. Le projet du Taipei chinois pour les résidus de pesticides comportait de bonnes pratiques agricoles grâce auxquelles les producteurs pouvaient trouver des moyens de réduire les applications de pesticides, diminuant ainsi les résidus qui risquaient d'adhérer au produit et d'entraîner des alertes sanitaires. Le programme des États-Unis pour le poivron et la tomate englobait une formation aux bonnes pratiques agricoles afin de décourager le recours inconsidéré aux applications de pesticides.

60. Participation des associations de producteurs. Le fait de travailler avec des associations de producteurs a permis dans plusieurs cas aux projets de véritablement mobiliser les paysans et transformateurs des pays bénéficiaires, et de constituer des partenariats. Il en a résulté des services de formation pour les bénéficiaires concernés, et les efforts d'organisation ont été facilités. Travailler avec les associations nationales de producteurs a aussi permis aux donateurs de tirer parti des réseaux existants de diffusion de l'information, et de travailler dans l'environnement politique et socioéconomique du moment. Les associations de producteurs ont joué des rôles importants dans le projet du Costa Rica pour la lutte contre le scolyte du caféier (où les producteurs ont pris les rênes de l'élaboration du projet et ont apporté un soutien financier appréciable), dans le projet du Costa Rica pour les zones exemptes de parasites (où les producteurs costariciens ont aidé à trouver des



participants et à mettre en œuvre des programmes de surveillance et de contrôle), dans le projet des États-Unis pour le poivron et la tomate (où ils ont aidé à organiser des séminaires de formation et à trouver des emplacements pour l'exécution de projets de démonstration), et dans le projet du Taipei chinois pour la papaye (où l'association locale des producteurs de papayes a organisé les planteurs en vue d'activités de production et a contribué à définir les questions à examiner).

#### **Encadré 2. Le projet du Taipei chinois relatif à la papaye**

Le projet relatif à la papaye, financé par le Taipei chinois, au Guatemala, constitue un exemple de projet clé en main qui, au départ, visait à accroître la capacité des bénéficiaires locaux de prendre la responsabilité entière des activités du projet, après une période de transition.

Après analyse détaillée de la chaîne de valeur, le projet comportait une assistance aux producteurs, une coordination avec les autorités gouvernementales nationales pour l'obtention de certificats d'importation, enfin la construction et la gestion d'équipements de conditionnement et d'expédition. Vu le caractère général et pratique du projet, les bénéficiaires comptent prendre possession de l'opération lorsqu'elle sera pleinement fonctionnelle.

61. Exécution décentralisée. Le projet du Taipei chinois pour les essais de dépistage de résidus de pesticides a permis aux autorités du Panama de procéder sur le terrain à des essais de cette nature. Il s'agissait notamment de contribuer à former les producteurs à l'emploi des procédures analytiques réglementaires et des trousseaux de tests manuels, permettant ainsi un dépistage plus rapide, suivi d'une solution adéquate, des problèmes qui apparaissent durant la production. Pareillement, le projet du Taipei chinois pour la papaye, le projet du Costa Rica pour les zones exemptes de la mouche des fruits et le projet des États-Unis pour le poivron et la tomate, ont permis de doter le secteur public et le secteur privé d'une capacité d'évaluer rapidement la situation et de procéder aux ajustements sans délai.

62. Harmonisation et concordance avec les activités nationales. L'efficacité d'un projet est renforcée lorsque l'assistance externe se déroule dans le cadre des activités du gouvernement local. Cela permet d'optimiser les ressources du gouvernement local, de renforcer l'appropriation locale des activités du projet et d'accroître ses chances de perdurer. Le projet du Costa Rica pour les zones exemptes de la mouche des fruits, et le projet des États-Unis pour le poivron et la tomate impliquaient une collaboration avec les gouvernements nationaux de la région, dans le dessein d'établir des plans de travail pour l'éradication, le suivi et le contrôle. Le projet du Taipei chinois pour la papaye a fait intervenir les autorités locales de La Libertad (département de Peten) au Guatemala, qui prendront possession de l'usine de conditionnement lorsque le projet sera pleinement opérationnel.

63. En résumé, la recherche menée en Amérique centrale a fait ressortir les aspects suivants en matière de bonnes pratiques, aspects qui intéressent l'exécution des projets:

- Les formateurs devraient être des experts dans leur domaine et, de préférence, ils devraient être des responsables de la réglementation travaillant au sein d'instances chargées des questions SPS. Il convient d'encourager le réseautage et les occasions de favoriser les liens entre professionnels des pays d'exportation et pays d'importation, et cela notamment par le développement d'une expertise nationale et la diffusion d'une formation dans les pays bénéficiaires, afin de maximiser le rayonnement et de démontrer les techniques en milieu réel.
- Exécuter les projets au niveau régional lorsqu'une exécution élargie peut optimiser les ressources et/ou améliorer la qualité du projet.
- Montrer de la souplesse devant une évolution des circonstances et incorporer les enseignements et expériences dans l'exécution du projet.

- Organiser des équipes multidisciplinaires pour le développement d'une formation et l'application de procédures dans le pays bénéficiaire afin d'englober tous les aspects des activités SPS.
- Recourir à des consultants du secteur privé pour optimiser des ressources publiques comptées et rationaliser les activités du projet.
- Encourager l'emploi d'une approche "formation des formateurs", qui permette aux personnes formées de partager avec d'autres, dans leur pays, leurs connaissances et compétences nouvellement acquises, maximisant ainsi les retombées de la formation.
- Commencer les projets avant l'apparition des situations de crise et s'employer rapidement à composer avec les opportunités et/ou obstacles commerciaux immédiats, pour ainsi obtenir des résultats rapides.
- Former les producteurs aux techniques de production qui minimisent les applications de produits chimiques, afin de réduire les dépenses, les produits pouvant ainsi répondre aux normes de santé et de qualité et prétendre à des accréditations de premier ordre.
- Le cas échéant, organiser les projets et fournir l'assistance en concertation avec les associations de producteurs.
- Faire le point aux étapes intermédiaires et régler les contraintes de capacités liées aux objectifs du projet, de manière à lever les obstacles potentiels à une bonne exécution du projet.
- Travailler, avec les administrations régionales, nationales et locales, à l'intégration de projets d'assistance technique dans leurs programmes de travail courants ou prévus.
- Recenser les possibilités de dispenser une formation et d'appliquer les enseignements tirés au niveau local, afin d'améliorer l'exécution du projet et de résoudre les difficultés qui surgissent.

### *Éléments de bonnes pratiques dans l'accomplissement des projets*

64. Approche axée sur les résultats. Cette recherche a montré que des résultats identifiables sont plus faciles à obtenir quand les projets sont conçus pour produire des résultats précis. S'agissant du projet des États-Unis pour le poivron et la tomate, l'objectif principal était d'obtenir l'accès aux marchés et d'accroître les exportations. Quant au projet de la FAO pour les laboratoires, l'objet de la formation était d'obtenir l'accréditation de laboratoires. Pour le projet de la FAO relatif au Codex, l'un des principaux objectifs était d'établir des comités nationaux du Codex dans les pays bénéficiaires afin d'accroître le rôle des pays de la région au sein de la Commission du Codex Alimentarius. S'agissant du projet du Costa Rica pour les zones exemptes de la mouche des fruits, le principal objectif était d'enrayer la propagation de la mouche des fruits et d'obtenir que soient reconnues les zones exemptes de ce parasite. Quant au projet du Taipei chinois pour la papaye, l'objet était d'obtenir une certification des exportations pour la nouvelle usine de conditionnement et d'accroître les exportations.

65. Projets ponctuels. Au lieu de se focaliser sur des projets généraux de renforcement institutionnel, les projets désignés comme exemples de bonnes pratiques en Amérique centrale étaient clairement définis de façon relativement précise. Il s'agissait notamment de renforcer des éléments particuliers d'institutions nationales, par exemple laboratoires, comités nationaux du Codex et programmes d'essais de dépistage de résidus de pesticides. Il s'agissait aussi de lutter contre certains

parasites ou maladies affectant des projets donnés. Cette approche orientée avec précision favorisait des activités ciblées et des résultats réalisables.

66. Les principaux éléments liés aux résultats d'un projet sont notamment les suivants:

- Définir des objectifs concrets et quantifiables pour les résultats du projet, afin de faciliter l'évaluation du projet et de favoriser des résultats pertinents.
- Élaborer des projets ponctuels afin de favoriser des résultats tangibles.

### *Effets des projets*

67. Amélioration des méthodes de production. Plusieurs projets ont permis d'améliorer les méthodes de production des paysans et des transformateurs, notamment la lutte contre la mouche des fruits dans tous les pays de la région, par la réduction des résidus de pesticides au Panama, par l'amélioration des rendements de la papaye au Guatemala et par la lutte contre le scolyte du caféier au Costa Rica et au Panama. Ces projets ont permis l'amélioration de la performance, la hausse des rendements et l'application de bonnes pratiques agricoles. Les effets ont été amplifiés dans de nombreux cas car les projets ont servi comme projets de démonstration ou projets pilotes pour d'autres producteurs de la région.

68. Amélioration des méthodes de réglementation. Plusieurs projets ont permis d'améliorer les opérations gouvernementales, notamment par l'établissement de systèmes de suivi et de contrôle des parasites et des maladies, par des méthodes de laboratoire, par une participation aux activités liées au Codex et par des essais de dépistage de résidus de pesticides. Ces projets ont permis une amélioration de l'efficacité des pouvoirs publics dans les domaines concernés, et aussi une amélioration de la capacité institutionnelle dans des domaines connexes relevant des administrations.

69. Accroissement des capacités d'exportation. Tous les projets présentaient un lien avec l'accroissement des exportations. Dans certains cas, l'effet a été direct et substantiel, par exemple le projet des États-Unis pour le poivron et la tomate, qui s'est soldé par plusieurs millions de dollars de nouvelles exportations. Dans un cas, à savoir le projet du Taipei chinois relatif à la papaye, les retombées commerciales commencent seulement à se manifester. Dans d'autres cas, elles sont difficiles à mesurer, par exemple en ce qui concerne la protection contre les pertes dues aux parasites, dans le projet du Costa Rica pour la lutte contre le scolyte du caféier et dans le projet du Costa Rica pour les zones exemptes de la mouche des fruits. Dans certains cas, le renforcement des capacités a permis de préserver les marchés d'exportation, par exemple en ce qui concerne le projet du Canada pour la surveillance de l'ESB, au Costa Rica. Dans d'autres, les retombées sur les exportations ne se sont pas encore fait totalement sentir, ce qui est le cas du projet du Taipei chinois pour les essais de dépistage de résidus de pesticide (le Panama n'exporte pas encore beaucoup de fruits ou de légumes), et du projet du Costa Rica pour les zones exemptes de la mouche des fruits (les zones n'ont pas encore été officiellement reconnues par les pays importateurs). Les projets de renforcement institutionnel, par exemple ceux de la FAO relatifs aux laboratoires et au Codex, ont apporté aux pays bénéficiaires une assistance plus générale pour l'amélioration de leurs possibilités d'exportation.

70. Accroissement de la production de revenus. L'accroissement de la productivité et des exportations contribue à un accroissement de la production de revenus. Lorsque les projets ont donné des résultats, en particulier en matière de lutte antiparasitaire et de certification des exportations, les producteurs ont constaté une hausse de leurs revenus et ont contribué à accroître l'activité économique.

71. Les principaux éléments liés aux résultats d'un projet sont notamment les suivants:

- Aider les paysans, les conditionneurs et les chargeurs à intégrer de meilleures méthodes de production dans telle ou telle opération et à démontrer leurs avantages pour d'autres opérations.
- Orienter les programmes vers tel ou tel obstacle à l'exportation, afin d'accroître la capacité d'exportation et les résultats à l'exportation.
- Accroître la productivité et les activités d'exportation pour produire des effets de revenu.

## 5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

72. Les pays d'Amérique centrale et les organisations donatrices ont recensé, en matière de SPS, chez les producteurs et exportateurs de la région, plusieurs besoins d'assistance technique pour l'ouverture de nouveaux marchés ou l'amélioration des conditions d'accès aux marchés actuels. Les pays ont recensé à la fois des besoins généraux de renforcement institutionnel et des besoins d'assistance ciblée afin de venir à bout de tel ou tel obstacle dans tel ou tel pays. Une assistance est nécessaire dans les deux domaines, du moins à brève échéance, pour ouvrir des marchés et préserver l'accès. Cependant, il existe une certaine tension dynamique entre ces deux domaines, et les résultats des projets examinés dans la présente étude montrent la nécessité de programmes ciblés et axés sur les résultats, si l'on veut obtenir à brève échéance un succès mesurable.

73. Des résultats encourageants ont été obtenus de l'assistance technique SPS apportée dans la région. Les producteurs ont pu accéder à certains marchés qui jusque-là leur étaient fermés. La capacité technique des autorités publiques et du secteur privé s'est renforcée. Un travail préparatoire a été accompli pour des avancées futures, tant au niveau institutionnel qu'au niveau de certains projets. Dans certains cas, on peut constater une hausse réelle des exportations et, dans d'autres, les avancées réalisées permettront, avec un complément d'assistance, de faire apparaître une hausse tangible.

74. Nous inspirant des exemples étudiés dans le présent examen, les enseignements tirés des bonnes pratiques qui pourraient être mises en œuvre dans des projets futurs comprennent ce qui suit.

75. *Cohérence.* Les projets qui sont aptes à tirer parti de l'évolution du marché ont de meilleures chances de produire des résultats sous la forme d'une progression des exportations. Lorsque des projets prennent en compte les avantages concurrentiels, les programmes d'assistance en cours, les stratégies nationales et régionales de développement et l'évolution de l'environnement politique, par exemple la conclusion d'accords de libre-échange, il est plus facile d'obtenir des résultats. En revanche, les projets développés sans un examen suffisant de l'environnement commercial et politique peuvent apporter une formation intéressante aux agents de l'État et répondre aux priorités des donateurs, mais ils auront moins d'effets réels sur les résultats commerciaux et économiques.

76. *Portée régionale.* Les pays d'Amérique centrale ont recouru à des projets régionaux pour maximiser leurs ressources et exploiter leurs synergies. Étant donné que nombre des contraintes et opportunités avec lesquelles doivent composer les pays de la région sont semblables, y compris celles qui concernent la lutte contre les parasites et les maladies, les capacités techniques, les niveaux d'infrastructure et de formation et les avantages concurrentiels, les mêmes programmes peuvent être appliqués partout dans la région pour obtenir des gains de productivité. Ainsi, des programmes régionaux peuvent servir à former des fonctionnaires venant de plusieurs pays, à dissiper des préoccupations communes en matière de parasites et de maladies et à développer des approches transfrontières en matière de résolution de problèmes. Simultanément, les pays peuvent bénéficier d'économies d'échelle en tirant des enseignements de leurs expériences respectives et en développant des réseaux régionaux de techniciens et de professionnels. Finalement, les approches régionales peuvent être plus bénéfiques pour les donateurs, même si elles rendent plus compliquées la coordination et la planification.

77. *Accès à des experts.* Le recours à des formateurs et consultants experts pour appliquer des programmes d'assistance est essentiel pour la transmission d'une information d'avant-garde et l'établissement de points de contact avec les spécialistes du domaine. Particulièrement utiles sont les fonctionnaires des pays importateurs qui sont chargés de la certification, de l'approbation et de l'inspection des importations, ainsi que les fonctionnaires chargés, dans leur pays, de l'application de programmes SPS de suivi et de contrôle.

78. *Chaîne de valeur.* Les projets qui prennent en compte tous les éléments de la promotion des exportations, pas seulement les goulets d'étranglement qui à tel ou tel moment entravent l'accès, sont un meilleur gage de succès. Les opérations clés en main qui répondent à tous les besoins relatifs aux infrastructures, à la formation, à la certification et au développement du marché permettent de s'assurer qu'aucun aspect ne sera laissé au hasard, pour autant que des partenaires locaux interviennent dans le processus. Les projets qui portent sur l'éventail des exigences d'importation permettent de s'assurer que, si un seul obstacle est franchi, un autre n'entravera pas l'accès.

79. *Approches pratiques.* Les projets qui englobent une formation technique appliquée destinée au personnel de laboratoire, aux instances de réglementation et au secteur privé (y compris les producteurs et les personnels des usines de conditionnement et de transformation) sont souvent couronnés de succès. Pareillement, une formation pratique (par exemple visites des postes d'inspection et formation dans des laboratoires étrangers) permet de renforcer les connaissances et les compétences. Les approches pratiques conçues pour offrir des solutions concrètes à des problèmes précis présentent plus d'attrait qu'une formation qui est principalement théorique ou abstraite.

80. *Optimisation des ressources.* Le nombre de participants qui assistent aux séances et ateliers de formation est souvent limité en raison d'un manque de moyens ou d'espace. Les projets qui optimisent les occasions de formation par l'adoption d'une approche "formation des formateurs", dans laquelle des formateurs formés se chargent de la formation et distribuent les outils de formation dans leur pays d'origine, permettent de maximiser l'emploi des ressources disponibles et d'accélérer la diffusion des connaissances. Pareillement, par des approches régionales, il est possible de tirer parti d'économies d'échelle et de puiser aux enseignements et expériences de pays semblables pour ainsi informer et valoriser les activités. On réduira les doubles emplois en mettant à profit les travaux antérieurs et en assurant une coordination avec d'autres projets.

81. *Mobilisation des bénéficiaires.* Les projets qui mobilisent les producteurs dans leur développement et leur mise en œuvre ont donné de bons résultats. La participation de chacun des producteurs est nécessaire si l'on veut obtenir des résultats commerciaux et assurer la pérennité économique des projets. Les producteurs apportent également une information pratique sur les besoins et contraintes propres au développement du projet. Il est nécessaire de travailler en étroite collaboration avec les administrateurs gouvernementaux pour s'assurer que les programmes de suivi, de contrôle et de certification se poursuivront et que les administrateurs ont la capacité de répondre aux exigences du pays importateur. La coopération des administrateurs gouvernementaux permet aussi de reconnaître les goulets d'étranglement dans le processus d'exportation, au-delà des contraintes qui se présentent d'emblée, et elle permet de s'assurer que les projets sont adaptés aux circonstances du pays.

82. *Tendances actuelles du marché.* Les projets doivent prêter attention à la demande du marché, tant pour les produits agricoles que pour les produits alimentaires, mais également aux exigences de qualité et de transformation imposées par les pays importateurs. Les producteurs, les exportateurs et les instances nationales de réglementation doivent être informés des exigences se rapportant à la traçabilité, aux normes organiques et autres normes de production, et être informés également de l'évolution des exigences d'importation et des préférences du consommateur. En outre, il convient de prendre en compte la concurrence d'autres producteurs dans le ciblage des projets.

83. *Approches axées sur les résultats.* Les projets qui sont assortis d'objectifs ponctuels clairement rattachés à la promotion des exportations sont plus susceptibles d'engendrer des gains mesurables en matière d'exportation. La capacité institutionnelle ne saurait être ignorée en raison de la nécessité d'un solide système national de lutte contre les parasites et les maladies et de l'impératif de l'innocuité des produits alimentaires, mais il est difficile de rattacher à telle ou telle progression de l'accès aux marchés les projets focalisés sur des objectifs multisectoriels de développement institutionnel.

84. *Amélioration de la production.* Les projets qui améliorent la capacité systémique liée aux exigences d'importation peuvent élever les normes pour l'ensemble des produits d'exportation et améliorer les normes nationales. Les projets qui forment les producteurs aux bonnes pratiques agricoles, aux bonnes pratiques de fabrication, au contrôle de la qualité, à la réduction des maladies et à l'éradication des parasites peuvent améliorer les conditions sanitaires et sécuritaires générales des pays. Non seulement cela hausse la sécurité et la qualité des produits d'exportation, mais cela améliore également la sécurité et la qualité des produits sur le marché intérieur.

## **ANNEXE 1: QUESTIONNAIRE SUR LES BONNES PRATIQUES**

Le questionnaire suivant était annexé au document G/SPS/GEN/816 du Comité SPS de l'OMC intitulé "Demande de renseignements sur les bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS" (18 janvier 2008), qui a été distribué aux Membres de l'OMC et aux points de contact du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

### **Questionnaire sur les bonnes pratiques**

Un questionnaire séparé devrait être complété pour chaque projet identifié comme modèle de bonnes pratiques. L'objectif du questionnaire est d'examiner les éléments des bonnes pratiques à deux niveaux :

- Cycle du projet: de la conception du projet à son évaluation rétrospective; et
- Évaluation des résultats ou des incidences sur les objectifs du bénéficiaire: c'est-à-dire incidence sur l'accès aux marchés, incidence sur la charge que représentent pour le pays les maladies véhiculées par les aliments, incidence sur la prévalence de parasites ou de maladies, incidence sur les capacités institutionnelles, incidence sur la capacité du bénéficiaire à mettre en œuvre l'Accord SPS, etc.

#### **Renseignements généraux sur le projet**

**Veillez fournir les renseignements généraux ci-après concernant le projet:**

Titre:

Dates: début et fin du projet

Financement: dollars EU ou autre monnaie  
(y compris des renseignements sur les services et/ou matériel "en nature")

Bénéficiaire: précisez les bénéficiaires primaires et secondaires

Type de projet: Projet de suivi     Projet pilote     Nouveau projet autonome

## Cycle du projet – Questions

### Conception

#### 1) Quel(s) problème(s) le projet cherchait-il à résoudre?

Veillez cocher toutes les cases pertinentes.

Santé animale?     Innocuité     Préservation     Capacité   
sanitaire des   
aliments?    végétaux?    générale dans  
le domaine  
SPS?

*Autres, veuillez préciser:*

#### 2) Qui est à l'origine de la demande de projet?

Besoin identifié par le     Demande du bénéficiaire?   
donateur?

#### 3) Qui a conçu le projet?

Donateur?     Donateur et     Bénéficiaire?   
bénéficiaire en  
collaboration?

*Autres, veuillez préciser:*

#### 4) Le projet se fondait-il sur une évaluation des besoins?

Oui     Non

#### 5) L'évaluation des besoins portait-elle spécifiquement sur le problème à régler (par exemple une évaluation spécifique de la capacité dans le domaine de la santé animale)?

Oui     Non

ou faisait-elle partie d'une évaluation plus générale des besoins?

Oui     Non



**6) Lors de la conception du projet, a-t-il été tenu compte d'autres projets en cours ou terminés pertinents?**

- Pas de renseignements disponibles  Pas de projets pertinents  Projet conçu pour donner suite à une assistance précédente d'un donateur  Projet conçu pour donner suite à une assistance précédente d'autres donateurs  Projet pilote

*Veillez préciser:*

**7) Veuillez indiquer dans quelle mesure vous pensez que le délai de préparation et la phase de collecte d'informations pour le projet étaient suffisants?**

- 0-20%  20-40%  40-60%  60-80%  80-100%

**8) Veuillez indiquer les bénéficiaires ou parties prenantes qui ont, le cas échéant, été consultés lors de la phase de conception du projet.**

**Mise en œuvre**

**9) Qui a mis en œuvre le projet?**

- Donateur  Entité indépendante  Bénéficiaire  Organisation internationale

*Autres, veuillez préciser:*

**10) Dans quelle mesure le bénéficiaire a-t-il participé à la mise en œuvre du projet?**

- 0-20%  20-40%  40-60%  60-80%  80-100%

**11) Dans quelle mesure le bénéficiaire a-t-il contribué à la mise en œuvre du projet (par exemple par une contribution en nature, la mise en œuvre conjointe des activités, etc.)?**

*Veillez préciser:*

**12) Le bénéficiaire a-t-il rencontré des difficultés pendant la mise en œuvre du projet?**

- Oui  Non

*Si oui, veuillez préciser la nature du problème et la manière dont il a été réglé.*

**13) Qui était responsable du suivi du projet?**

Donateur  Entité  Bénéficiaire  Organisation   
indépendante internationale

**14) Dans quelle mesure les activités et les résultats obtenus ont-ils été conformes au plan du cycle de projet (par exemple les délais et le budget ont-ils été respectés)?**

0-20% 20-40% 40-60% 60-80% 80-100%

**15) Quels changements ont, le cas échéant, été apportés pendant la mise en œuvre du projet?**

Changements dans  Prolongation du délai  Supplément par rapport   
les allocations budgétaires pour permettre l'achèvement des activités au budget initial du projet

*Autres, veuillez préciser:*

**16) Si des changements ont été apportés, ils l'ont été à la demande de qui?**

Donateur  Entité  Bénéficiaire

**Évaluation**

**17) Une évaluation du projet a-t-elle été effectuée?**

Oui  Non

*Si oui, veuillez joindre une copie de l'évaluation au présent questionnaire.*

**18) Dans quelle mesure les avantages du projet ont-ils perduré lorsque le financement a cessé?**

0-20% 20-40% 40-60% 60-80% 80-100%

**19) Dans quelle mesure les bénéficiaires ont-ils eu la capacité nécessaire d'entretenir les résultats du projet?**

0-20% 20-40% 40-60% 60-80% 80-100%

**20) La capacité d'entretenir les résultats a-t-elle fait l'objet d'une évaluation lors de la phase de conception du projet?**

Oui  Non

## Résultats

21) Dans quelle mesure le projet a-t-il atteint ses objectifs/obtenu les résultats escomptés?

- 0-20%       20-40%       40-60%       60-80%       80-100%

22) Quels ont été les facteurs principaux déterminant la réalisation des objectifs?

Veillez les énumérer:

## Réalisation d'objectifs plus élevés

23) Une évaluation a-t-elle été faite des incidences du projet au regard d'objectifs plus élevés comme la capacité institutionnelle, la réduction de la pauvreté, l'accès aux marchés, la charge que représentent les parasites ou les maladies, celle des maladies véhiculées par les aliments, etc.?

- Oui       Non       Ne sais pas

*Si vous ne l'avez pas fait pour répondre à la question n° 8, veuillez joindre une copie de l'évaluation. Veuillez préciser en quoi le projet était conforme aux objectifs de développement social ou économique du pays.*

## Bonnes pratiques

24) En quoi le projet peut-il être décrit comme un exemple de bonnes pratiques?

- Cycle du projet       Réalisation d'objectifs plus élevés

*Veillez expliquer:*

25) Quels sont dans la perspective des bonnes pratiques les aspects de ce projet qui pourraient être reproduits, par exemple dans le cadre de futurs projets concernant ce domaine, de futurs projets pour ce bénéficiaire et par la communauté plus large des donateurs?

*Veillez expliquer:*

26) Veuillez indiquer dans quelle mesure le projet a contribué de manière rentable à atteindre les objectifs désignés?

- 0-20%       20-40%       40-60%       60-80%       80-100%

## **ANNEXE 2: LISTE DES PERSONNES SOUMISES À UNE ENTREVUE**

### **Costa Rica**

Alexis Sandi Munoz, Ministère de l'agriculture  
Rolf Schoenert, Agence canadienne d'inspection des aliments  
Xenia Carro, Ministère de l'agriculture  
Arturo Saborio Cespedes, Ministère de l'agriculture  
Roberto Duran Acuna, Ministère de l'agriculture  
Olger Borbon M., Ministère de l'agriculture  
Marietta Urena, Ministère de l'agriculture

### **Guatemala**

Wen-Kai Ou, Fonds international de coopération et de développement, Taipei chinois  
Tsung-ta Tsai, Fonds international de coopération et de développement, Taipei chinois  
Julio Lazo Pinero, Association des producteurs de fruits et légumes La Libertad  
Victor Hugo Jimenz, Laboratoire national  
Ismael Mancillo, Laboratoire national (anciennement)  
Juan Carlos Marengo, Ministère de l'agriculture  
Daniel Maldonado, Ambassade des États-Unis

### **Honduras**

Sonia Benitez, Ministère de la santé

### **Nicaragua**

Lyla Moncada de Umana, Ministère de l'agriculture  
Margarita Arango, Ministère de l'agriculture  
José David Bolaños, Ministère de l'agriculture

### **Panama**

Karla V. Adames M., Institut de recherche agricole  
Lucas Chu, Fonds international de coopération et de développement, Taipei chinois  
Franz Wald - Consultant  
Sra. Deidamia Rodriguez de Mora- Ministère de l'agriculture  
Ing. Miyela Ortega, Ministère du commerce international

**ANNEXE 3: INFORMATION RELATIVE À HUIT PROJETS DÉSIGNÉS**

**3a: Formation aux mesures d'atténuation pour les exportations de poivrons et de tomates (Région)**

**3b: Projet de formation aux activités SPS (Costa Rica et Guatemala)**

**3c: Renforcement des laboratoires d'hygiène des aliments en Amérique centrale (Région)**

**3d: Établissement et renforcement de comités nationaux du Codex (Région)**

**3e: Lutte contre le scolyte du caféier (Costa Rica, Panama)**

**3f: Établissement de zones exemptes de la mouche des fruits (Costa Rica)**

**3g: Promotion des exportations de papayes (Guatemala)**

**3h: Essais de dépistage de résidus de pesticides (Panama)**

### Annexe 3a: Information sur le projet - Formation aux mesures d'atténuation pour les exportations de poivrons et de tomates

Fiche technique du projet	
• Sujet/question	Renforcement des capacités techniques et gestion des parasites.
• Genre d'assistance	Formation.
• Pays	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua.
• Donateur	États-Unis (USAID et USDA).
• Organismes d'exécution	USAID et USDA, instances nationales.
• Horizon temporel	2006.
• Budget	36 105 dollars EU (plus services en nature).
• Brève description	Renseigner et former les fonctionnaires et producteurs de la région sur la manière de répondre aux exigences de l'exportation de tomates et poivrons frais vers les États-Unis.
• Objectifs	Accroître les marchés des producteurs de légumes en les rendant aptes à répondre aux exigences SPS et à conserver leur accès aux marchés. Rendre les producteurs à même de répondre aux exigences des États-Unis en matière d'importation de tomates et poivrons frais, en particulier pour ce qui concerne la lutte contre la mouche des fruits. Enseigner aux administrateurs gouvernementaux la manière de vérifier et certifier le statut de région exempte de parasite, et d'établir des procédures d'assainissement.
• Principales activités	Renseigner sur les exigences d'importation. Enseigner aux producteurs et aux fonctionnaires la manière de reconnaître les risques liés à l'exportation et de se conformer aux exigences d'importation. Offrir une formation de suivi et une assistance technique, y compris par une inspection portuaire et par un dialogue avec les responsables de la réglementation. Montrer l'importance des normes, de la métrologie, des essais et de la qualité, au moyen de programmes de formation en groupe portant sur les normes, l'accréditation, le HACCP, et les normes ISO 9000, ISO 14000 et ISO 17025.
• Composantes SPS	Médiation des risques pour répondre aux exigences SPS du pays importateur.
• Institutions partenaires	Institutions responsables de la santé des végétaux dans chacun des pays. Ministères du commerce de chacun des pays. Producteurs.
• Bénéficiaires	Producteurs, exportateurs et fonctionnaires chargés de la santé des végétaux.
• Résultats	Régimes de production et d'inspection dans les pays bénéficiaires. Accès des importations selon entente avec le pays importateur.
• Retombées	Meilleure sensibilisation aux exigences d'importation. Accroissement des exportations.

• Viabilité	Les producteurs sont incités à recourir aux méthodes de lutte antiparasitaire. Un financement public permanent est requis pour les activités de suivi et de contrôle.
• Évaluation	Évaluation en 2008 du programme de renforcement des capacités de l'ALEAC-RD conclu avec les États-Unis, y compris du programme de soutien pour le poivron et la tomate.

### Questions

<b>Conception du projet</b>	
• Pertinence	Pertinence pour les Accords de l'OMC et les accords commerciaux bilatéraux.
• Comment le projet a été amorcé	Le projet a été défini conjointement par le pays donateur et les pays bénéficiaires dans le cadre du processus de renforcement des capacités commerciales aux termes de l'ALEAC-RD.
• Rôle du bénéficiaire	Les autorités du pays bénéficiaire, y compris les instances chargées de la santé des végétaux, sont intervenues dans la conception du projet.
• Évaluation des besoins	Aucune évaluation officielle, mais une assistance technique a été reconnue comme prioritaire par le gouvernement et le secteur privé dans les pays bénéficiaires durant les négociations de l'ALEAC-RD.
• Jonction des buts, objectifs et indicateurs	L'accès aux marchés par le respect des exigences d'importation était un but clairement défini.
<b>Exécution du projet</b>	
• Appropriation nationale	Les pays bénéficiaires se sont montrés très intéressés par la mise en œuvre du programme, répondant ainsi aux attentes imposées à l'industrie nationale par l'ALEAC-RD.
• Participation des bénéficiaires	Les pays bénéficiaires sont intervenus dans la planification des ateliers, la coordination avec les planteurs et l'établissement de systèmes de surveillance et de contrôle. Les pays bénéficiaires sont responsables de la mise en œuvre à long terme.
• Gestion du projet	Le gestionnaire du projet dans la région a été fourni par le gouvernement des États-Unis.
• Synergies	Le projet a tiré avantage de la participation de longue date de l'USDA-APHIS dans la région. Le projet s'inscrivait dans le programme général de renforcement des capacités aux termes de l'ALEAC-RD, en partageant les frais généraux et en tirant parti des relations, de l'information et des engagements politiques du programme de renforcement des capacités.
• Suivi	Il incombe aux gouvernements bénéficiaires de veiller au suivi des conditions naturelles et conditions d'exportation et à la participation des planteurs. Les autorités des États-Unis s'assurent de la conformité du produit aux exigences d'importation et procèdent sur le terrain à des évaluations périodiques.
• Difficultés	s.o.
<b>Effets</b>	
• Objectifs d'ordre supérieur	Les exportations ont augmenté de plus de 5 millions de dollars sur une période de deux ans, alors qu'elle partait de zéro dans plusieurs pays. Producteurs et fonctionnaires formés à la lutte antiparasitaire, à l'observation des exigences américaines d'importation et au contrôle de la qualité.

<b>Principaux enseignements pour de bonnes pratiques</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conception du projet</li> </ul>	Les pays bénéficiaires ont travaillé en étroite collaboration avec les donateurs à la définition et à la conception du projet. Le projet a tiré parti des activités préparatoires menées dans les pays bénéficiaires. Le projet avait des objectifs précis, arrêtés sur des produits particuliers et des marchés spécifiques. L'assistance technique a complété les efforts accomplis par les pays bénéficiaires et pays donateurs pour l'établissement des conditions d'accès.
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exécution du projet</li> </ul>	Ateliers et visites sur le terrain organisés dans les pays bénéficiaires avec les représentants gouvernementaux et le secteur privé. Formation axée sur des objectifs précis d'accès aux marchés. Souplesse d'exécution du projet pour tenir compte de l'évolution des circonstances.
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Enseignements qui pourraient être mis à profit</li> </ul>	Développement de comités coopératifs de donateurs et de bénéficiaires pour définir et planifier l'assistance technique, définir les priorités et concevoir une formation.

Sources: Réponse des États-Unis au document G/SPS/GEN/816.

Descriptif du projet.  
Évaluation du projet.  
Entrevues.



### Annexe 3b: Renforcement des activités SPS au Costa Rica et au Guatemala

<b>Fiche technique du projet</b>	
• Sujet/question	Innocuité des aliments et santé animale.
• Genre d'assistance	Formation.
• Pays	Costa Rica et Guatemala.
• Donateur	Canada.
• Organisme d'exécution	Agence canadienne d'inspection des aliments.
• Horizon temporel	2002-2004.
• Budget	2 200 000 \$ CAN (plus services en nature).
• Brève description	Assistance au Costa Rica en matière de santé animale/innocuité des aliments (en particulier ESB) et assistance au Guatemala en matière de renforcement des capacités générales SPS.
• Objectifs	Renforcement des capacités pour les instances nationales chargées des activités SPS.
• Principales activités	Blocs de tâches communiqués à la faveur d'ateliers, de visites pédagogiques et de séances de formation technique.
• Composantes SPS	Gestion du risque d'ESB, évaluation du risque, traçabilité, documents spécifiques du risque, équivalence, quarantaine, diagnostic de laboratoire et HACCP pour le Costa Rica.
• Institutions partenaires	SENASA, au Costa Rica, et Ministère de l'agriculture, au Guatemala.
• Bénéficiaires	Le Ministère de l'agriculture est le bénéficiaire direct, et les producteurs et exportateurs sont les bénéficiaires dérivés.
• Résultats	Confection de coffrets de formation.
• Retombées	Capacité accrue de composer avec l'ESB et les questions de innocuité des aliments.
• Viabilité	Aspect non considéré.
• Évaluations	s.o.

#### Questions

<b>Conception du projet</b>	
• Pertinence	Concernait les questions d'innocuité des aliments et de santé animale au Costa Rica.
• Comment le projet a été amorcé	Le donateur a constaté la nécessité d'un accroissement des capacités dans la région.
• Rôle du bénéficiaire	La conception du projet s'est déroulée en collaboration avec les bénéficiaires directs.
• Évaluation des besoins	Besoins définis par les bénéficiaires au cours de l'atelier régional tenu en 2002.
• Jonction des buts, objectifs et indicateurs	Le projet du Costa Rica a permis de définir des objectifs précis de renforcement des capacités. Le projet du Guatemala est encore en cours.

<b>Exécution du projet</b>	
• Appropriation nationale	Participation de représentants nationaux aux séances de formation.
• Participation des bénéficiaires	Ajustements apportés aux procédures et règlements des pays bénéficiaires. Intervention dans l'évaluation des besoins au niveau technique.
• Gestion du projet	Projet géré par des consultants du secteur privé (des universitaires).
• Synergies	Adjonctions aux efforts nationaux de renforcement des capacités.
• Suivi	Un processus itératif a permis au donateur et au bénéficiaire de mesurer les progrès accomplis et d'apporter des ajustements à la formation ultérieure.
• Difficultés	Un changement de gouvernement dans l'un des pays bénéficiaires a entraîné un retard et un réexamen de l'exécution du projet.
<b>Effets</b>	
• Objectifs d'ordre supérieur	Innocuité des aliments.
<b>Principaux enseignements pour de bonnes pratiques</b>	
• Conception du projet	Conception itérative de coffrets de formation pour donner suite à l'assistance et répondre aux besoins complémentaires à mesure qu'ils apparaissent.
• Exécution du projet	Conception multisectorielle faisant intervenir le gouvernement, le secteur privé et les établissements du savoir. Des consultants du secteur privé, agissant comme organisme d'exécution, ont permis d'accroître l'efficacité administrative et ont facilité le repérage des ressources nécessaires de formation, notamment par la quête de formateurs et de sources à l'extérieur du gouvernement.
• Enseignements qui pourraient être mis à profit	Poursuite de la conception du programme afin de garantir une formation progressive et un ajustement du programme en fonction des nouveaux développements. Conception du projet en concertation avec les bénéficiaires directs. Exécution par l'entremise d'un organisme qui dispose de points de contact en dehors du gouvernement donateur. Spécialisation de haut niveau dans le domaine considéré.

Sources: Réponse du Canada au document G/SPS/GEN/816.

Entrevues.

**Annexe 3c: Information sur le projet - Renforcement des laboratoires d'hygiène des aliments**

<b>Fiche technique du projet</b>	
• Sujet/question	Renforcement des capacités techniques et innocuité des aliments.
• Genre d'assistance	Formation.
• Pays	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama.
• Donateur	FAO.
• Organisme d'exécution	FAO.
• Horizon temporel	2005–2006.
• Budget	258 574 dollars (plus services en nature) pour l'ensemble de l'Amérique latine.
• Brève description	Mise en œuvre de bonnes pratiques de laboratoire. Assurance de la qualité afin que les laboratoires d'analyse des produits alimentaires se conforment aux exigences d'importation ou d'exportation et à la certification internationale.
• Objectifs	Former des représentants de laboratoire aux techniques de laboratoire et les aider à obtenir une certification ISO.
• Principales activités	Ateliers régionaux destinés aux fonctionnaires nationaux et portant sur les méthodes de laboratoire dans cinq domaines définis. Les fonctionnaires ont alors organisé des séminaires dans leur propre pays afin de diffuser l'information à l'ensemble des administrateurs gouvernementaux et des laboratoires du secteur privé.
• Composantes SPS	Essais et certification en matière d'innocuité des aliments.
• Institutions partenaires	Laboratoires d'hygiène des aliments des pays membres.
• Bénéficiaires	Les consommateurs, les producteurs et les exportateurs des pays membres.
• Résultats	Mise en œuvre de meilleures méthodes de laboratoire. Accréditation de laboratoires nationaux dans plusieurs pays.
• Retombées	Amélioration des normes nationales de santé et de sécurité. Amélioration de la capacité de répondre aux exigences d'importation des pays étrangers.
• Viabilité	s.o.
• Évaluations	Rapport final et poursuite du dialogue entre participants.

**Questions**

<b>Conception du projet</b>	
• Pertinence	Le renforcement de la capacité des laboratoires permettra une amélioration des normes nationales applicables aux aliments et permettra aux producteurs et exportateurs de répondre aux normes de sécurité et de qualité imposées par les marchés étrangers.
• Comment le projet a été amorcé	Le projet a été défini par les bénéficiaires à la faveur d'un processus régional, et le programme a été élaboré en concertation avec la FAO.
• Rôle du bénéficiaire	Les bénéficiaires ont défini dès le départ leurs besoins, ont collaboré à la conception du programme et ont diffusé l'information dans leur pays d'origine après avoir participé à des séances de formation.

• Évaluation des besoins	Besoins évalués par les pays par l'entremise de la RILAA (réseau régional de laboratoires).
• Jonction des buts, objectifs et indicateurs	Les buts définis dès le départ étaient d'améliorer les méthodes des laboratoires et d'obtenir des accréditations.
<b>Exécution du projet</b>	
• Appropriation nationale	Les bénéficiaires étaient chargés de coordonner les séances régionales de formation et de conduire les ateliers de suivi pour diffusion de l'information dans leur pays d'origine, après la formation.
• Participation des bénéficiaires	Les bénéficiaires sont intervenus dans le choix des participants, dans l'obtention d'équipements de formation, dans l'organisation de la logistique des séances de formation et dans la présentation d'exposés techniques dans leur pays d'origine.
• Gestion du projet	FAO.
• Synergies	Certains pays bénéficiaires ont coordonné le travail de formation avec leurs agences nationales de normalisation. Le projet a appuyé le travail du réseau régional de laboratoires. Certains pays appliquaient des programmes parallèles de renforcement des capacités, qui ont complété le programme.
• Suivi	Le suivi et l'évaluation dépendaient de l'initiative de chacun des pays, mais les bénéficiaires étaient en relation étroite avec le donateur tout au long de l'application du programme.
• Difficultés	La diversité des niveaux d'expérience et de compétence d'un pays à l'autre a rendu difficile la tâche de cibler le niveau de l'expertise en formation afin de maximiser les avantages pour tous les participants.
<b>Effets</b>	
• Objectifs d'ordre supérieur	Allègement de la pauvreté. Accroissement des exportations par l'observation des normes des pays importateurs. Protection des consommateurs et innocuité des aliments.
<b>Principaux enseignements pour de bonnes pratiques</b>	
• Conception du projet	Projet défini par les bénéficiaires par l'entremise du réseau régional. Le programme de formation a bénéficié d'un programme similaire appliqué en Amérique du Sud. Évaluation détaillée des besoins techniques.
• Exécution du projet	Ateliers organisés avec quatre participants du pays bénéficiaire, après quoi les participants à l'atelier devaient conduire des séances de formation dans leur pays d'origine, à l'intention des fonctionnaires et des représentants du secteur privé. Coordination entre le donateur et le bénéficiaire pour la conception du programme et pour divers éléments des ateliers de formation. Recours à des consultants de la région. Le réseautage entre pays et avec les consultants a procuré des modèles et des points de contact utiles.

<ul style="list-style-type: none"><li>• Enseignements qui pourraient être mis à profit</li></ul>	<p>Diffusion de l'information et partage des instruments techniques.</p> <p>Intégration régionale et participation régionale pour un accroissement de l'efficacité et pour la définition des besoins de la région.</p> <p>Travail avec un réseau établi, pour assurer un suivi.</p> <p>Les pays ont procédé à une auto-évaluation, en concertation avec la FAO, avant le projet, afin d'établir les données de base et de définir les besoins.</p> <p>Enseignements tirés d'un programme semblable mené auparavant en Amérique du Sud.</p>
--	--

Sources: Réponse de la FAO au document G/SPS/GEN/816.

Descriptif du projet pour FAO/TCP/RLA/3014 (A).

<http://www.fao.org/regional/Lamerica/en/comagric/codex/rla3014.htm>.

Rapport: [www.fao.org/Regional/Lamerica/prior/comagric/codex/rla3014/pdf/presenta.pps](http://www.fao.org/Regional/Lamerica/prior/comagric/codex/rla3014/pdf/presenta.pps).

Entrevues.

### Annexe 3d: Information sur le projet - Établissement et renforcement de comités nationaux du Codex

<b>Fiche technique du projet</b>	
• Sujet/question	Codex, Accord SPS et Accord OTC.
• Genre d'assistance	Information et formation.
• Pays	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua et Panama.
• Donateur	FAO.
• Organisme d'exécution	La FAO, avec les Ministères nationaux de la santé.
• Horizon temporel	2000–2003.
• Budget	399 790 dollars (y compris certains pays des Caraïbes).
• Brève description	Aider les pays à établir et organiser des comités nationaux du Codex.
• Objectifs	Aider les pays à améliorer leur participation et leur compréhension du système et des normes du Codex.
• Principales activités	Organiser des séminaires régionaux de formation sur le processus et les normes du Codex, diffuser l'information au niveau national.
• Composantes SPS	Le Codex est l'une des sources reconnues des normes internationales dans l'Accord SPS, et les normes du Codex jouent un grand rôle dans le commerce des produits alimentaires et agricoles.
• Institutions partenaires	Les ministères nationaux de la santé et de l'agriculture.
• Bénéficiaires	Les administrateurs gouvernementaux et les entreprises du secteur privé qui ont un rôle à jouer dans les normes relatives à l'innocuité des aliments.
• Résultats	Ateliers sur diverses activités. Établissement de comités du Codex. Diffusion de l'information sur le processus et les normes du Codex.
• Retombées	Meilleure prise de conscience et meilleure compréhension du Codex. Recours accru aux normes du Codex et participation accrue au processus du Codex.
• Viabilité	s.o.
• Évaluation	Menée par la FAO.

#### Questions

<b>Conception du projet</b>	
• Pertinence	Exécution des engagements découlant de l'OMC, renforcement du processus national de normalisation.
• Comment le projet a été amorcé	Besoin défini par la FAO
• Rôle du bénéficiaire	Coordination dans l'application du programme et dans la diffusion de l'information.
• Évaluation des besoins	Évaluation menée par la FAO en concertation avec le pays bénéficiaire
• Jonction des buts, objectifs et indicateurs	Les objectifs clairement exprimés au début du programme étaient la création d'un comité du Codex et l'accroissement des connaissances relatives au processus et aux normes du Codex.

<b>Exécution du projet</b>	
• Appropriation nationale	Les pays bénéficiaires devaient prendre en charge la logistique de la formation et la diffusion de l'information recueillie, ainsi que la mise sur pied de comités du Codex, et la mise en œuvre des normes du Codex.
• Participation des bénéficiaires	Organisation de la logistique, coordination de la planification et diffusion de l'information.
• Gestion du projet	FAO, notamment par le recrutement de consultants locaux qui devaient coordonner le travail avec les gouvernements bénéficiaires.
• Synergies	s.o.
• Suivi	s.o.
• Difficultés	s.o.
<b>Effets</b>	
• Objectifs d'ordre supérieur	Capacité institutionnelle pour le commerce international Innocuité des aliments
<b>Principaux enseignements pour de bonnes pratiques</b>	
• Conception du projet	Évaluation des conditions ayant cours dans chacun des pays, avant la conception et l'exécution du projet.
• Exécution du projet	Ateliers organisés avec quatre participants du pays bénéficiaire, après quoi les participants à l'atelier devaient organiser des séances de formation dans leur pays d'origine, à l'intention des représentants du gouvernement et du secteur privé. Coordination entre donateur et bénéficiaire pour la conception du programme et pour divers éléments des ateliers de formation.
• Enseignements qui pourraient être mis à profit	Diffusion, par le bénéficiaire, de l'information touchant la formation. Définition d'objectifs ponctuels et projet axé sur les besoins à combler.

Sources: Réponse de la FAO au document G/SPS/GEN/816.

Descriptif du projet pour FAO/TCP/RLA0065.

<http://www.fao.org/regional/Lamerica/en/comagric/codex/rla0065.htm>.

Rapport: [www.rlc.fao.org/es/nutricion/codex/pdf/01tcp.pps](http://www.rlc.fao.org/es/nutricion/codex/pdf/01tcp.pps).

Entrevues.

**Annexe 3e: Lutte contre le scolyte du caféier**

<b>Fiche technique du projet</b>	
• Sujet/question	Santé des végétaux.
• Genre d'assistance	Suivi et élimination du parasite.
• Pays	Costa Rica et Panama
• Donateur	Divers, y compris FAO et associations locales de producteurs.
• Organisme d'exécution	Ministère de l'agriculture.
• Horizon temporel	2002–2003.
• Budget	396 124 dollars.
• Brève description	Suivi précoce du scolyte du caféier et élaboration de procédures permettant de déceler et de supprimer les infestations.
• Objectifs	Établir et appliquer des mécanismes de lutte antiparasitaire.
• Principales activités	Formation, surveillance du parasite et lutte contre le parasite.
• Composantes SPS	Lutte contre le parasite, protection de la santé des végétaux et préservation de la qualité des produits.
• Institutions partenaires	OIRSA, FAO, gouvernements du Panama et du Costa Rica et associations de producteurs.
• Bénéficiaires	Personnel chargé de la protection des végétaux et concerné par la phytoquarantaine. Producteurs de café.
• Résultats	Fonctionnaires et producteurs formés au dépistage du parasite et à la lutte antiparasitaire, établissement de plans d'action pour venir à bout des infestations.
• Retombées	Capacité renforcée de repérage et d'élimination du parasite.
• Viabilité	Développement d'une capacité de lutte et mise à contribution des entreprises du secteur privé, mais absence d'un financement de longue durée pour des actions gouvernementales.
• Évaluation	s.o.

**Questions**

<b>Conception du projet</b>	
• Pertinence	Important pour préserver la production et la qualité du café.
• Comment le projet a été amorcé	Les producteurs du Costa Rica ont défini le besoin.
• Rôle du bénéficiaire	Les producteurs sont intervenus dans la conception du projet et ont reçu une formation dans le dépistage du parasite et dans la lutte antiparasitaire.
• Évaluation des besoins	Aucune évaluation en règle, mais réflexion sur la nécessité de composer avec la propagation inévitable du parasite.
• Jonction des buts, objectifs et indicateurs	Les producteurs et les administrations ont défini les buts et objectifs du programme.



<b>Exécution du projet</b>	
• Appropriation nationale	Le secteur privé et le secteur public du Costa Rica ont défini et géré le projet.
• Participation des bénéficiaires	Désignation des donateurs, développement de techniques, organisation de la logistique, coordination de la planification et diffusion de l'information.
• Gestion du projet	Le secteur public et le secteur privé du Costa Rica
• Synergies	On s'est inspiré des expériences de pays qui ont connu des infestations parasitaires.
• Suivi	Surveillance constante du parasite par les planteurs et le gouvernement.
• Difficultés	Coordination avec les planteurs et enseignement de nouvelles techniques culturales et de nouveaux procédés de récolte
<b>Effets</b>	
• Objectifs d'ordre supérieur	Accroître la production et les revenus. Préserver la capacité d'exportation.
<b>Principaux enseignements pour de bonnes pratiques</b>	
• Conception du projet	Besoins définis par les producteurs.
• Exécution du projet	Application du programme bien avant l'apparition du parasite.
• Enseignements qui pourraient être mis à profit	Programme intégré d'éducation et de surveillance pour les producteurs. Définition de bonnes pratiques agricoles et de bonnes méthodes de lutte biologique.

Sources: Réponse du Costa Rica au document G/SPS/GEN/816.  
Descriptif du projet.  
Entrevues.

**Annexe 3f: Information sur le projet - Établissement de zones exemptes de la mouche des fruits**

<b>Fiche technique du projet</b>	
• Sujet/question	Santé des végétaux.
• Genre d'assistance	Formation, développement de systèmes de suivi et de contrôle, et mise en œuvre d'un système de surveillance.
• Pays	Costa Rica, programme pilote établi pour un projet d'envergure régionale.
• Donateur	Plusieurs organismes ont fourni services et financement, notamment l'IICA, la FAO, l'IAEA, l'OIRSA et l'USDA/APHIS.
• Organismes d'exécution	Ministère de l'agriculture, en concertation avec l'OIRSA, l'IAEA et l'USDA.
• Horizon temporel	2001–2006.
• Budget	2,5 millions de dollars, plus services de soutien en nature.
• Brève description	Créer des zones exemptes de la mouche des fruits, ou à faible prévalence de ce parasite, afin de faciliter les exportations de fruits et légumes d'Amérique centrale. Le programme initial s'est déroulé à Los Innocentes, Guancaste, au Costa Rica, mais les travaux ont commencé pour 12 autres zones de la région qui sont sans doute exemptes du parasite.
• Objectifs	Définir des programmes réalisables de gestion intégrée du parasite, pour l'établissement, dans la région, de zones exemptes du parasite. Il s'agit notamment d'élaborer des programmes efficaces de quarantaine, de surveillance, de suivi et de contrôle, notamment par le lâcher de mâles stériles.
• Principales activités	Circonscrire les zones exemptes possibles. Élaborer un programme de suivi et de contrôle. Définir une stratégie d'éradication.
• Composantes SPS	Santé des végétaux.
• Institutions partenaires	Ministères de l'agriculture des pays bénéficiaires, ainsi que l'IAEA, l'ORISA, l'IICA, la FAO et l'USDA/APHIS.
• Bénéficiaires	Les producteurs et exportateurs de la région.
• Résultats	Conception d'un programme de lutte antiparasitaire. Établissement, au Costa Rica, d'une zone exempte de la mouche des fruits (zone qui n'est pas encore officiellement reconnue par les pays importateurs).
• Retombées	Compréhension du processus nécessaire pour établir une zone exempte de la mouche des fruits. Réduction de l'incidence de la mouche des fruits dans la zone pilote. Développement d'une capacité institutionnelle permettant de gérer le programme de surveillance et d'élimination de la mouche des fruits.
• Viabilité	Le secteur privé continue d'assurer le suivi et le contrôle dans la zone pilote.
• Évaluations	Pas d'évaluations officielles.

## Questions

<b>Conception du projet</b>	
• Pertinence	La mouche des fruits endommage les récoltes et conduit à un refus de l'accès aux marchés de nombreux pays étrangers.
• Comment le projet a été amorcé	Les Ministres de l'agriculture de la région ont défini un besoin commun et ont prié les donateurs d'apporter leur aide au moyen d'un programme régional.
• Rôle du bénéficiaire	Il apporte l'aide institutionnelle du Ministère de l'agriculture, organise la participation du secteur privé, obtient du secteur privé la main-d'œuvre nécessaire et collabore à la conception et à l'application du programme.
• Évaluation des besoins	Les pays bénéficiaires ont fait l'évaluation générale de la nécessité de zones exemptes de la mouche des fruits et ont défini les zones exemptes possibles.
• Jonction des buts, objectifs et indicateurs	Élimination, éradication et suivi de la mouche des fruits d'après un échantillonnage empirique.
<b>Exécution du projet</b>	
• Appropriation nationale	Les bénéficiaires ont été actifs dans la proposition, la planification et l'application du programme.
• Participation des bénéficiaires	Le secteur public et le secteur privé étaient chargés d'appliquer les programmes de suivi et de contrôle, notamment de fournir les services en nature et le soutien institutionnel.
• Gestion du projet	Projet globalement géré par un directeur régional. Il revenait aux pays concernés de coordonner les programmes nationaux.
• Synergies	Programme assorti d'autres exercices de renforcement des capacités, afin d'améliorer les capacités de suivi et de contrôle dans la région. Programme rattaché au programme des États-Unis et du Mexique pour l'éradication de la mouche des fruits.
• Suivi	Les pays bénéficiaires sont chargés d'assurer le suivi des zones exemptes de la mouche des fruits. Les pays importateurs effectueront un audit et mèneront leurs propres inspections lorsqu'ils seront invités à reconnaître que telle ou telle zone est exempte du parasite.
• Difficultés	Ressources limitées permettant d'assurer le suivi et le contrôle, absence d'accès à des sources fiables et possibles de mouches mâles stériles, contraintes de capacité des services de quarantaine de certains pays.
<b>Effets</b>	
• Objectifs d'ordre supérieur	Améliorer la productivité et accroître l'accès aux marchés étrangers. Allègement de la pauvreté.
<b>Principaux enseignements pour de bonnes pratiques</b>	
• Conception du projet	Aide à la planification stratégique, par l'entremise de consultants externes. Nécessité de préparatifs détaillés pour la faisabilité de l'emplacement.
• Exécution du projet	L'analyse des données et le travail de dépistage se sont déroulés au niveau régional, en même temps qu'un personnel travaillait au projet. Importance de travailler avec une équipe multidisciplinaire.

<ul style="list-style-type: none"><li>• Enseignements qui pourraient être mis à profit</li></ul>	On facilitera le renforcement des capacités en formant les producteurs sur place et en travaillant avec les associations de producteurs.
--	--

Sources: Réponse du Costa Rica au document G/SPS/GEN/816.  
Descriptif du projet.  
Entrevues.

**Annexe 3g: Information sur le projet - Promotion des exportations de papayes**

<b>Fiche technique du projet</b>	
• Sujet/question	Santé des végétaux et assistance technique aux producteurs.
• Genre d'assistance	Formation et infrastructures matérielles.
• Pays	Guatemala.
• Donateur	Taipei chinois.
• Organisme d'exécution	Le Fonds international de coopération et de développement du Taipei chinois.
• Horizon temporel	2007-2008.
• Budget	850 000 dollars.
• Brève description	Assistance technique pour l'exportation de papayes du Guatemala.
• Objectifs	Aider les producteurs à accroître leur productivité et à répondre aux exigences de phytoquarantaine des pays importateurs. Construire une usine de conditionnement et travailler avec le gouvernement en vue de répondre aux exigences de certification des pays importateurs pour ce qui concerne la lutte antiparasitaire (mouche des fruits).
• Principales activités	Formation des producteurs. Obtention d'une certification des importations. Construction d'une usine de conditionnement et aide au développement de circuits de distribution.
• Composantes SPS	Santé des végétaux.
• Institutions partenaires	Ministère de l'agriculture. Agence de promotion des exportations du Guatemala. Association locale de producteurs.
• Bénéficiaires	Producteurs et exportateurs. Administrateurs gouvernementaux.
• Résultats	Formation des producteurs aux bonnes pratiques agricoles. Lutte antiparasitaire. Infrastructures matérielles (hangar de conditionnement). Certification des importations (en attente). Circuits de distribution.
• Retombées	Capacité de répondre aux exigences d'importation. Établissement de points de contacts pour la distribution. Accroissement des exportations.
• Viabilité	Le donateur a l'intention de rendre les installations à l'organisation locale après une période de transition, dans l'espoir que le programme sera alors rentable.
• Évaluations	s.o.

## Questions

<b>Conception du projet</b>	
• Pertinence	Le projet se déroule dans une zone à faible prévalence parasitaire. L'obtention d'une certification des exportations permettra d'accroître les exportations vers les principaux marchés. L'amélioration de la productivité augmentera la production et les revenus.
• Comment le projet a été amorcé	Le donateur a défini le potentiel économique et l'expertise technique requise pour fournir son aide. Les producteurs locaux avaient demandé une aide au gouvernement pour améliorer leurs capacités et ouvrir des marchés d'exportation à la papaye.
• Rôle du bénéficiaire	Fournir la main-d'œuvre et produire les récoltes. Travailler avec le donateur à l'exécution du projet.
• Évaluation des besoins	Aucune évaluation officielle, mais réaction à l'intérêt manifesté par les producteurs locaux et les instances locales.
<b>Exécution du projet</b>	
• Appropriation nationale	Les producteurs locaux vendent déjà leur produit sur les marchés régionaux grâce à un atelier provisoire de conditionnement. Il faut accroître la production pour répondre à la capacité future du nouvel atelier de conditionnement.
• Participation des bénéficiaires	Les bénéficiaires apportent la main-d'œuvre et enregistrent déjà des ventes.
• Gestion du projet	Fonds international de coopération et de développement du Taipei chinois.
• Synergies	La région participe déjà au programme de lutte contre la mouche des fruits.
• Transparence	Coordination entre le donateur et les producteurs locaux.
• Suivi	Suivi assuré conjointement par le donateur et le bénéficiaire.
• Difficultés	Problèmes techniques marginaux liés à la production, à la construction et à la certification.
• Jonction des buts, objectifs et indicateurs	Améliorer la productivité, établir une certification des exportations, exploiter l'usine de conditionnement en surveillant les progrès d'après les données de la production et des ventes.
<b>Effets</b>	
• Objectifs d'ordre supérieur	Accroissement de la production, des exportations et des revenus. Allègement de la pauvreté.
<b>Principaux enseignements pour de bonnes pratiques</b>	
• Conception du projet	Le donateur a apporté l'expertise technique requise. Projet global: assistance à la production, assistance à la certification, construction d'une infrastructure matérielle, et commercialisation.
• Exécution du projet	Présence sur place de spécialistes de la production et de la commercialisation. Application de nouvelles techniques de production.

<ul style="list-style-type: none"><li>• Enseignements qui pourraient être mis à profit</li></ul>	La totalité – de la production à la commercialisation. Projet clé en main.
--	---

Sources: Réponse du Taipei chinois au document G/SPS/GEN/816.  
Descriptif du projet.  
Entrevues.

**Annexe 3h: Information sur le projet - Essais de dépistage de résidus de pesticides**

<b>Fiche technique du projet</b>	
• Sujet/question	Innocuité des aliments.
• Genre d'assistance	Formation.
• Pays	Panama.
• Donateur	Taipei chinois.
• Organisme d'exécution	Fonds international de coopération et de développement du Taipei chinois.
• Horizon temporel	2005-2007.
• Budget	440 000 dollars.
• Brève description	Assurer une formation aux essais de dépistage de résidus de pesticides dans les fruits et légumes.
• Objectifs	Améliorer l'innocuité des aliments destinés à la consommation intérieure et à l'exportation, en établissant une capacité pour les essais de dépistage de résidus de pesticides.
• Composantes SPS	Innocuité alimentaire des fruits et légumes
• Institutions partenaires	Ministère de l'agriculture. Ministère de la santé. Institut de recherche agricole du Panama.
• Bénéficiaires	Instances chargées de l'innocuité des aliments. Producteurs, exportateurs et consommateurs.
• Résultats	Formation du personnel et développement de méthodes d'essai.
• Retombées	Meilleure compréhension des méthodes d'essai applicables aux résidus de pesticides dans les fruits et légumes. Cadre pour un réseau national de laboratoires ayant pour vocation les essais de dépistage de résidus.
• Viabilité	Dépend du financement public et des prix appliqués aux services d'essai
• Évaluations	Évaluation finale.

**Questions**

<b>Conception du projet</b>	
• Pertinence	Les résidus de pesticides peuvent constituer un risque sanitaire, et la détection de résidus peut entraîner un refus d'accès aux marchés étrangers.
• Comment le projet a été amorcé	Le gouvernement du Panama a reconnu le besoin, une proposition a été faite au gouvernement du Panama, qui s'est offert à participer.
• Rôle du bénéficiaire	Il est intervenu dans la conception du programme et dans la validation des méthodes et de la technique, et il a collaboré dans l'application du programme.
• Évaluation des besoins	Le Panama a effectué une évaluation des besoins avant le début du projet.
• Jonction des buts, objectifs et indicateurs	Mesure des niveaux de résidus et établissement d'installations d'essai.



<b>Exécution du projet</b>	
• Appropriation nationale	
• Participation des bénéficiaires	Contribution en nature: utilisation du laboratoire et des véhicules, salaires des fonctionnaires, frais locaux des étudiants diplômés. Toutes les activités ont été exercées en tant qu'activités communes.
• Gestion du projet	Le projet a été exécuté par le gouvernement du Panama.
• Synergies	Le projet a complété un travail parallèle de la Banque mondiale portant sur les essais de dépistage de résidus.
• Transparence	Collaboration entre le donateur et le bénéficiaire.
• Suivi	Le bénéficiaire surveille la poursuite de l'exécution du projet.
• Difficultés	s.o.
<b>Effets</b>	
• Objectifs d'ordre supérieur	Améliorer l'innocuité des aliments. Accroître les possibilités d'exportation de produits alimentaires.
<b>Principaux enseignements pour de bonnes pratiques</b>	
• Conception du projet	Examen et validation de méthodes techniques par le donateur et le bénéficiaire avant l'exécution du projet.
• Exécution du projet	Formation et exécution sur le terrain afin de permettre aux producteurs de procéder aux essais et de reconnaître les expéditions dont les résultats d'essais se sont révélés positifs. Recours aux experts techniques du Ministère de l'agriculture pour former les producteurs aux bonnes pratiques agricoles.
• Enseignements qui pourraient être mis à profit	Voir ci-dessus.

Sources: Réponse du Taipei chinois au document G/SPS/GEN/816.  
Descriptif du projet.  
Entrevues.